



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 AOÛT 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 6th, 1949

RECEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1949.

Québec ce 21 juin 1949.

25230-25-10-o L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1949.

Quebec, this 21st of June 1949.

25230-25-10-o. RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Adina Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: Harry Batshaw, C.R., avocat, Philip Meyerovitch, C.R., avocat et Louis Feigenbaum, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Letters Patent

Adina Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: Harry Batshaw, K.C., advocate, Philip Meyerovitch, K.C., advocate, and Louis Feigenbaum, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, or the following purposes:

Entreprendre des travaux de construction;

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de cotonnades, textiles, menus objets, vêtements, marchandises sèches, appareils électriques, épicerie, ferronnerie, fer, charbon et acier, bois de construction, tabac et articles de fumeurs et des marchandises dans lesquelles le bois, le métal ou le plastique forment des parties constituantes, sous le nom de "Adina Industries Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Atlantic Agencies Limited
Agence Atlantique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1949, des lettres patentes en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: C. Gordon Hamilton, agent, de ville Mont-Royal, Yvon Provost, administrateur, de la cité de Montréal et Sylvio Charet, administrateur d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des affaires comme agents ou courtiers d'assurances dans toutes leurs spécialités, sujettes aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, sous le nom de "Atlantic Agencies Limited"—"Agence Atlantique Limitée".

Le capital de la compagnie sera composé de 5,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera son commerce est de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Bookman Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1949, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, et Jean-Paul Noël, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Bookman Realty Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 350 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Boulangerie Royal Bakery, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

To engage in construction works;

To carry on the business of manufacturer and dealer in cottons, textiles, smallwares, clothing, dry goods, electrical apparatus, groceries, hardware, iron, coal and steel, lumber, tobacco and smoker's supplies, and merchandise wherein wood or metal or plastic form component parts, under the name of "Adina Industries Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Atlantic Agencies Limited
Agence Atlantique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: C. Gordon Hamilton, agent, of the Town of Mount-Royal, Yvon Provost, executive, of the City of Montreal, and Sylvio Charet, executive, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance agents or brokers in all its branches, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, under the name of "Atlantic Agencies Limited"—"Agence Atlantique Limitée".

The capital stock of the company will be 5,000 shares of \$1. par value, and the amount of capital with which the company will start business is \$500.

The head office of the Company will be at Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Bookman Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1949, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, and Jean-Paul Noël, advocate, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Bookman Realty Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 350 preferred shares of \$100 each, and 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Boulangerie Royal Bakery, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: J.-Arthur Robitaille, boulanger, Rose-Alba Giguère, épouse séparée de biens dudit J.-A. Robitaille, dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gilbert Giguère, employé de chemin de fer, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de boulanger, pâtissier et confiseur, et accomplir toutes les opérations accessoires, sous le nom de "Boulangerie Royal Bakery, Incorporée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: J. Arthur Robitaille, baker, Rose Alba Giguère, wife separate as to property of said J. A. Robitaille, duly authorized by him for the purposes hereof, and Gilbert Giguère, railway employee, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of baker, pastryman and confectioner, and perform all operations incidental thereto under the name of "Boulangerie Royal Bakery, Incorporée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Canadian-Italian Businessmen's Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1949, constituant en corporation: sans capital-actions: William Remiggi, marchand-tailleur, Michel D'Ambrosio, industriel, Silvio Violanti, marchand-tailleur, Sabatino Papa, marchand, Joseph Di Bernardo, importateur, Lucien Martinelli, marchand, Antonio Capobianco, agent, Enrico Di Salvo, marchand, Pascal di Maulo, comptable, John Bertozzi, entrepreneur, John Di Pietro, marchand-tailleur, Pietro Calabro, imprimeur, et Alfred Gagliardi, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les hommes d'affaires ou les professionnels, marchands, manufacturiers, commerçants, agents et industriels d'origine ou de descendance italienne, sous le nom de "Canadian-Italian Businessmen's Association, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Canadian-Italian Businessmen's Association Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1949, incorporating without share capital: William Remiggi, merchant tailor, Michel D'Ambrosio, industrialist, Silvio Violanti, merchant tailor, Sabatino Papa, merchant, Joseph Di Bernardo, importer, Lucien Martinelli, merchant, Antonio Capobianco, agent, Enrico Di Salvo, merchant, Pascal di Maulo, accountant, John Bertozzi, contractor, John Di Pietro, merchant tailor, Pietro Calabro, printer and Alfred Gagliardi, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To unite business or professional persons, merchants, manufacturers, traders, agents and industrialists, of Italian origin, or descent, under the name of "Canadian-Italian Businessmen's Association, Inc."

The amount of the immoveable property which the corporation may hold, shall be limited to \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Charles Cadieux & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Armand Poupart, avocat, conseil en loi du Roi, Clovis Dagenais, avocat, Lucienne Gagnon, comptable, Flore-Annette Poirier, secrétaire, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Charles Cadieux & Fils Inc.", avec un capital de 10,000 actions sans valeur au pair ou nominale à être émises et réparties au prix fixé par le conseil d'administration;

Charles Cadieux & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Armand Poupart, advocate, King's Counsel, Clovis Dagenais, advocate, Lucienne Gagnon, accountant, Flore-Annette Poirier, secretary, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hardware business, under the name of "Charles Cadieux & Fils Inc.", with a capital stock of 10,000 shares having no par or nominal value and to be issued and allotted at the price fixed by the board of directors.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Colonial Whitewear Manufacturing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1949, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1949, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes, sous le nom de "Colonial Whitewear Manufacturing Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Comité de la Salle Paroissiale de St-Bernard, Dorchester, P.Q.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Aimé Grenier, curé, Magella Rhéaume, comptable, Jean-Marie Drouin, Alfred Fillion, Rosaire Lamontagne et Emile Fillion, cultivateurs, tous de Saint-Bernard, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Administrer et améliorer la présente salle paroissiale, sous le nom de "Comité de la Salle Paroissiale de St-Bernard, Dorchester, P.Q."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$35,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bernard, Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Commercial Woodwork Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: David Caplan, entrepreneur, Louis Abraham

The amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$50,000.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Colonial Whitewear Manufacturing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1949, incorporating: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Colonial Whitewear Manufacturing Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each, and 200 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Comité de la Salle Paroissiale de St-Bernard, Dorchester, P.Q.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Grenier, parish priest, Magella Rhéaume, accountant, Jean Marie Drouin, Alfred Fillion, Rosaire Lamontagne and Emile Fillion, farmers, all of Saint-Bernard, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To manage and improve the present parish hall, under the name of "Comité de la Salle Paroissiale de St-Bernard, Dorchester, P.Q."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the company will be at Saint-Bernard, Dorchester, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Commercial Woodwork Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: David Caplan, contractor, Louis Abraham DeZwirek, advocate

DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme ouvriers en bois, entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, sous le nom de "Commercial Woodwork Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

and King's Counsel, both of the City of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as woodworkers, contractors, builders, roofers, under the name of "Commercial Woodwork Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**Compagnie de Construction Modernaire Ltée.
Modernaire Construction Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1949, constituant en corporation: Jean-M. Favreau, Lionel Taillon, contracteurs, des cité et district judiciaire de Montréal, et Gabriel Marchand, avocat, des cité et district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Agir et généralement faire tout travail comme constructeurs et contracteurs généraux, sous le nom de "Compagnie de Construction Modernaire Ltée"—"Modernaire Construction Company Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

**Compagnie de Construction Modernaire Ltée.
Modernaire Construction Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1949, incorporating: Jean M. Favreau, Lionel Taillon, contractors, of the city and judicial district of Montreal, and Gabriel Marchand, advocate, of the city and judicial district of Iberville, for the following purposes:

To act and perform works of all kinds as builders and general contractors, under the name of "Compagnie de Construction Modernaire Ltée"—"Modernaire Construction Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Cosmos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Lucienne Gagnon, comptable, Flore-Annette Poirier et Jeanne Senay, secrétaires, filles majeures, cette dernière de Verdun, et les deux premières de la cité de Montréal, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, souscrire, recevoir, garder, posséder, échanger, vendre ou négocier les actions, les obligations ou les autres biens, valeurs ou actifs d'autres compagnies ou individus, sous le nom de "Cosmos Inc.", avec un capital de 10,000 actions communes, sans valeur au pair ou nominale, à être émises et réparties au prix fixé par le conseil d'administration;

Le capital-actions de la compagnie sera aussi constitué de \$1,000,000 divisé en 10,000 obligations d'une valeur au pair de \$100 chacune à être émises comme privilégiées;

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$150,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

Cosmos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Lucienne Gagnon, accountant, Flore-Annette Poirier and Jeanne Senay, secretaries, spinsters, the latter of Verdun, and the two former of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, underwrite, receive, keep, own, exchange, sell or deal in shares, bonds or other property, securities or assets of other companies or individuals, under the name of "Cosmos Inc.", with a capital stock of 10,000 common shares, having no par or nominal value, and to be issued and allotted at a price fixed by the board of directors;

The capital stock of the company shall consist also of \$1,000,000 divided into 10,000 shares of a par value of \$100 each to be issued as preferred shares;

The amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$150,000

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

A. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Côte des Neiges Furniture Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: J.-Aimé Cardinal, gérant, Henri Leblond, rentier, et Charlemagne Landry, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme restaurateur, tabaconiste et faire le commerce de souvenirs, menus articles de toutes sortes, journaux, revues, livres, brie-à-brac, bijoutier, quincaillier, marchand d'articles de toilette, sous le nom de "Côte des Neiges Furniture Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

C.P.I. Homes Inc. (Montreal)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1949, constituant en corporation: Alfred-Antoine Paré, avocat, de la Cité de Westmount, Richard Edward Paré, entrepreneur, de Ville Mont-Royal, et Réginald Dinan Quart, ingénieur-électricien, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes leurs spécialités respectives les commerces relatifs ou se rapportant au commerce général de la construction, sous le nom de "C.P.I. Homes Inc. (Montreal)", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Crescent Candy Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant incorporation: Stenio Charland, manufacturier, Lionel Trudel, confiseur, et Jean-Claude Charland, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de confiserie dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Crescent Candy Mfg. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25443 L. DÉSILETS.

Côte des Neiges Furniture Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: J. Aimé Cardinal, manager, Henri Leblond, annuitant, and Charlemagne Landry, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as restaurant keepers, tobacconists and deal in souvenirs, small wares of all kinds, newspapers, reviews, books, novelties, jewellery, hardware and to act as dealer in all kinds of toilet articles, under the name of "Côte des Neiges Furniture Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

C.P.I. Homes Inc. (Montreal)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1949, incorporating: Alfred Antoine Paré, advocate, of the City of Westmount, Richard Edward Paré, contractor, of the Town of Mount-Royal, and Reginald Dinan Quart, electrical engineer, of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all their respective branches the businesses as pertain to or are connected with the general business of building and construction, under the name of "C.P.I. Homes Inc. (Montreal)", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Crescent Candy Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Stenio Charland manufacturer, Lionel Trudel, candy-maker, and Jean-Claude Charland, manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a confectionery business in all branches, under the name of "Crescent Candy Mfg. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 preferred shares of \$10. each, and 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Debonair Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1949, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Meta Henry, secrétaire, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, costumes et vêtements pour dames et messieurs, sous le nom de "Debonair Lingerie Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Debonair Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1949, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Meta Henry, secretary, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry-goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel, under the name of "Debonair Lingerie Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Delemor Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Marcel Faribault, notaire, de la cité d'Outremont, Yvon Groulx, notaire, Marie-Reine Normandin et Marie M. Fontaine, secrétaires, filles majeures, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Accher certains terrains et lieux, avec ensemble les bâtisses et constructions dessus érigées, sous le nom de "Delemor Building Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair; et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que \$2,000.

Le nombre des actionnaires sera restreint à pas plus que vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Delemor Building Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Marcel Faribault, notary, of the city of Outremont, Yvon Groulx, notary, Marie-Reine Normandin and Marie-M. Fontaine, secretaries, spinsters, all three of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase certain lands and premises, together with the buildings and structures thereon, under the name of "Delemor Building Limited".

The capital stock of the company is divided into 400 shares having no nominal or par value; and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be not less than \$2,000.

The number of shareholders shall be restricted to not more than twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Dinah Lily Caplan Social Service Group

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Percy Caplan, agent d'immeubles, Mme Kate Adelson, épouse séparée de bien de Jack Adelson, opérateur de vues animées, et dûment autorisée par ce dernier, Mme Eva Blitstein, veuve de feu Peter Blitstein, Milly Bronstein, secrétaire, Mme Helen Caplan, épouse séparée de biens de Percy Caplan, agent d'immeubles, et dûment autorisée par ce dernier, Bella Epstein, secrétaire, Sarah Goodman, secrétaire, Mme Sarah Goldberg, épouse séparée de biens de Louis Goldberg, comptable, et dûment autorisée par ce dernier, Millie Leitman, secrétaire, Sarah Miller, secrétaire, Mme Anita Savage, épouse séparée de biens de Philip Savage, manufacturier, et dûment autorisée par ce dernier, Mme Minnie

Dinah Lily Caplan Social Service Group

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating without share capital: Percy Caplan, realtor, Mrs Kate Adelson, wife separate as to property of Jack Adelson, moving picture operator, and by the latter duly authorized, Mrs Eva Blitstein, widow of the late Peter Blitstein, Milly Bronstein, secretary, Mrs. Helen Caplan, wife separate as to property of Percy Caplan, realtor, and by the latter duly authorized, Bella Epstein, secretary, Sarah Goodman, secretary Mrs. Sarah Goldberg, wife separate as to property of Louis Goldberg, accountant, and by the latter duly authorized, Millie Leitman, secretary, Sarah Miller, secretary, Mrs. Anita Savage, wife separate as to property of Philip Savage, manufacturer, and by the latter duly authorized, Mrs. Minnie Sheiner, wife separate

Sheiner, épouse séparée de biens de Louis Sheiner, marchand, Mme Rose Sheiner, épouse séparée de biens de Sam Sheiner, marchand, les deux dernières dûment autorisées par leurs époux, Ida Shuter, opératrice, et Mme Sadie Vassal, épouse séparée de biens de Norman Vassal, gérant, et dûment autorisée par ce dernier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aider toute personne, organisation ou institution de bienfaisance dans le besoin, ainsi que s'occuper de tous problèmes se rapportant au bien-être de l'humanité, sous le nom de "Dinah Lily Caplan Social Service Group".

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

**Duguay Frères Ltée
(Duguay Bros Ltd.)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1949, constituant en corporation: Joseph-Osée Duguay, rentier, Joseph-Vincent Duguay, comptable, Joseph-Simon Duguay, commerçant, Joseph-Émile Duguay et Gilles Duguay, voyageurs de commerce, tous de la Malbaie, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Acquérir tous les biens sans exception appartenant à une société du nom de "Duguay Frères Enr." ayant son siège social à La Malbaie et formée par Joseph-Simon Duguay et Jean-Marie Duguay, et continuer l'exploitation du commerce de cette société, sous le nom de "Duguay Frères Ltée"—(Duguay Bros Ltd.) avec un capital de \$75,000, divisé en 450 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Elite Leather Goods Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1949, constituant en corporation: Issie Horowitz, Myer Zornberg, tous deux marchands, et Benjamin L. Louis, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturier et marchand de sacs, bourses, valises pour dames et articles en cuir de toutes sortes, sous le nom de "Elite Leather Goods Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

as to property of Louis Sheiner, merchant, Mrs. Rose Sheiner, wife separate as to property of Sam Sheiner, merchant, the latter two duly authorized by their husbands, Ida Shuter, operator, and Mrs. Sadie Vassal, wife separate as to property of Norman Vassal, manager, and by the latter duly authorized, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To aid any person, organization or welfare, institution in need of assistance, as well as all matters pertaining to the welfare of humanity, under the name of "Dinah Lily Caplan Social Service Group".

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Duguay Frères Ltée
(Duguay Bros Ltd.)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: Joseph Osée Duguay, annuitant, Joseph Vincent Duguay, accountant, Joseph Simon Duguay, merchant, Joseph Emile Duguay and Gilles Duguay, commercial travellers, all of La Malbaie, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To acquire all the assets, without exception, belonging to a partnership of the name of "Duguay Frères Enr.", having its head office at La Malbaie and formed by Joseph Simon Duguay and Jean Marie Duguay, and to continue operating the business of the said partnership, under the name of "Duguay Frères Ltée"—("Duguay Bros Ltd."), with a capital stock of \$75,000, divided into 450 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Elite Leather Goods Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1949, incorporating: Issie Horowitz, Myer Zornberg, both merchants, and Benjamin L. Louis, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in ladies' handbags, purses, luggage and leather goods of all kinds, under the name of "Elite Leather Goods Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garinther Associates Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mai 1949, constituant en corporation: Jean-Victor Cartier, Louis-Joseph Barcelo, Eugène Rivard, avocats et conseils en loi du Roi, Charles-Eugène Brouillet, avocat, et Léopold Lavigne, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, aménager, exploiter et entretenir des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, accessoires d'hôtels, maisons, conciergeries, résidences, ateliers, manufactures, usines, machinerie, maisons privées, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements, sous le nom de "Garinther Associates Company, Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 800 actions privilégiées de \$50 chacune et en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Geo. H. Roberge & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: George-H. Roberge, Daniel Roberge, entrepreneurs, et Dame Sabine Audet Roberge, épouse dudit George-H. Roberge, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer généralement l'industrie et les opérations d'une compagnie de construction, et d'agir comme entrepreneurs généraux pour la construction et l'exécution de travaux privés et publics, sous le nom de "Geo. H. Roberge & Fils Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

Hall of Fame Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Jeanne Eklove, gérante, fille majeure, Harry Eklove et Irving Eklove, manufacturiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'habits et vêtements de toute description pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Hall of Fame Clothes Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une

Garinther Associates Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1949, incorporating: Jean-Victor Cartier, Louis-Joseph Barcelo, Eugène Rivard, advocates and King's Counsel, Charles-Eugène Brouillet, advocate, and Léopold Lavigne, bailiff, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire and own, equip, operate and maintain hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms, hotel equipment, apartments, dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement, under the name of "Garinther Associates Company, Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 800 preferred shares of \$50 each, and 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Geo. H. Roberge & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: George H. Roberge, Daniel Roberge, contractors, and Dame Sabine Audet Roberge, wife of said George H. Roberge, all of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on generally the industry and operations of a construction company, and to act as general contractors for the construction and execution of works both private and public, under the name of "Geo. H. Roberge & Fils Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$10,000.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Hall of Fame Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Jeanne Eklove, manager, spinster, Harry Eklove and Irving Eklove, manufacturers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers, in men's women's and children's clothing and wearing apparel of every description, under the name of "Hall of Fame Clothes Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common

valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Harold's Produce Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Harry Hansher, Harold Weinberg, marchands, et Eileen Cohen, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournisseurs de toutes sortes de fruits, légumes, épicerie, viandes, aliments, fruits congelés et aucun et tous autres produits y connexes, sous le nom de "Harold's Produce Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 600 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 261 est, rue des Commissaires, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Honoré Petit & Fils, Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1949, constituant en corporation: Honoré Petit, René Petit, marchands, de St-Bruno, et Aurèle Petit, marchand, de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et exploiter le commerce de marchandises sèches en gros; acheter, vendre, importer, exporter en gros ou en détail des marchandises sèches confectionnées ou non, telles que coupons, bas, chemises, faire la confection des vêtements le cas échéant, sous le nom de "Honoré Petit & Fils, Co. Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 600 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la Compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Jean Langelier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1949, constituant en corporation: Jean Langelier, marchand, Dollard Langelier, machiniste, et Paul Bourdeau, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Harold's Produce Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Harry Hansher, Harold Weinberg, merchants, and Eileen Cohen, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as suppliers of all kinds of fruits, vegetables, groceries, meats, foods, frozen fruits and any and all other products allied thereto, under the name of "Harold's Produce Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 600 common shares of \$50, each.

The head office of the Company will be at 261 Commissionner Street, east, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Honoré Petit & Fils, Co. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1949, incorporating: Honoré Petit, René Petit, merchants, of St-Bruno, and Aurèle Petit, merchant, of St-Lambert, all of the judicial district of Montréal, for the following purposes:

To carry on and engage in the wholesale dry-goods business; to buy, sell, import, export, wholesale and retail, dry-goods whether made-up or otherwise, such as remnants, stockings, shirts, and to make garments when requested to do so, under the name of "Honoré Petit & Fils Co. Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 400 preferred shares of \$100 each, and 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Jean Langelier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1949, incorporating: Jean Langelier, merchant, Dollard Langelier, machinist, and Paul Bourdeau, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, sous le nom de "Jean Langelier Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre d'actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 6598, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

To deal in all kinds of footwear, under the name of "Jean Langelier Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at 6598 Saint Hubert street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Jenel Converters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, avocats et Florence Klians, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, détaillants et marchands de textiles, lainages, cotonnades, articles en soie, satins, velours, velveteen, dentelles, cuir et cuir artificiel en général; de toutes sortes d'habits et vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Jenel Converters Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Jenel Converters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman, advocates, and Florence Klians, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers and dealers generally in textiles, woollens, cotton goods, silk goods, satins, velvet, velveteen, lace, leather, artificial leather; in all kinds of men's women's and children's clothing and wearing apparel, under the name of "Jenel Converters Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Jos. U. Gervais Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1949, constituant en corporation: André Gervais, C.A., marchand, Avila Brosseau, comptable, de Montréal, et Joseph-Ulric Gervais, marchand, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de meubles et ameublements de maison, de réfrigérateurs automatiques ou frigidaires, laveuses électriques, poêles, fournaies, radios, et tous produits ou articles appropriés à l'usage et à l'entretien de la maison, sous le nom de "Jos. U. Gervais Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$17,000.

Le siège social de la compagnie sera à 4510, rue Delaroche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Jos. U. Gervais Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1949, incorporating: André Gervais, C.A., merchant, Avila Brosseau, accountant, of Montreal, and Joseph Ulric Gervais, merchant, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in furniture and household furnishings, automatic refrigerators or frigidaires, electric washing machines, stoves, furnaces, radios, and any products or articles suitable for household use and upkeep, under the name of "Jos. U. Gervais Ltée".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$17,000.

The head office of the company will be at 4510 Delaroche street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Jubilee Pants & Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1949, constituant en corporation: Jack Rudner, Irwin Cohen, Harold Erdrich, avocats et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des habits et vêtements, sous le nom de "Jubilee Pants & Sportswear Inc.", avec un capital de \$60,000 divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1949.

L'Assistant-procureur général.

25453

L. DÉSILETS.

Jubilee Pants & Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1949, incorporating: Jack Rudner, Irwin Cohen, Harold Erdrich, advocates, and Celia Cohen, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell clothing and wearing apparel, under the name of "Jubilee Pants & Sportswear Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Lake View Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Daniel Alvin Towne, gérant de bureau, Walter Frederick Irwin, machiniste, Basil McCormick, contremaître, John Hallett, retraité, John MacTavish, retraité, Lorne Buckman, contremaître, tous de Sherbrooke, William Rice, sr., machiniste, Ernest Thomas, mouleur, de North Hatley, James Connors, retraité, de Magog, tous du district judiciaire de St-François, et Francis Boniface Mitton, contremaître, de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Clarifier la position des membres du club relativement à leurs droits en établissant le club comme une entité légale susceptible de régulariser par leurs règlements, le nombre, les devoirs, les obligations et privilèges de ces membres, sous le nom de "Lake View Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Deauville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général.

25453

L. DÉSILETS.

Lake View Club

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: without share capital: Daniel Alvin Towne, office manager, Walter Frederick Irwin, machinist, Basil McCormick, foreman, John Hallett, retired, John MacTavish, retired, Lorne Buckman, foreman, all of Sherbrooke, William Rice, sr., machinist, Ernest Thomas, moulder, of North Hatley, James Connors, retired, of Magog, all of the judicial district of St. Francis, and Francis Boniface Mitton, foreman, of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To clarify the position of the members of the club in regard to their rights, by establishing the club as a legal entity capable of regulating through their by-laws, the numbers, duties, obligations and privileges of such members, under the name of "Lake View Club".

The amount to which the immoveable property which the Corporation may hold is to be limited to \$10,000.

The head office of the Corporation will be at Deauville, in the judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

La Ligue des Locataires du "Grand Drummondville"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Allard, menuisier, Edouard Beauchemin, employé d'usine, et Roméo Lecourt, camionneur, tous de Ville St-Joseph, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Grouper sous une même égide tous les locataires sous le nom de "La Ligue des Locataires du "Grand Drummondville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

La Ligue des Locataires du "Grand Drummondville"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of June, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Allard, joiner, Edouard Beauchemin, plant employee, and Roméo Lecourt, truckman, all of the town of Saint-Joseph, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To unite under the same auspices all tenants, under the name of "La Ligue des Locataires du "Grand Drummondville".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean-Baptiste, de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

L. Bessette Compagnie Ltée
L. Bessette Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1949, constituant en corporation: Léo Bessette, contremaître, Isidore Ménard, menuisier, et Téséphore Deschamps, mécanicien, tous de la ville de Farnham, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer toutes industries pour la mise en valeur du bois, du fer, et des différents matériaux et métaux, sous le nom de "L. Bessette Compagnie Ltée"—"L. Bessette Company Ltd.", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Le Repos du Voyageur Inc.
Traveler's Rest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Louis Dussault, avocat, de Sillery, Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, et Pauline Boily, secrétaire, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, propriétaire de maisons de chambres, restaurateur, tabacconiste, sous le nom de "Le Repos du Voyageur Inc."—"Traveler's Rest Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Les Epiciers Suprêmes des Cantons de l'Est
Incorporés

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-A. Fortin, J.-Armand Dufresne et Ovila Pinard, tous épiciers, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Protéger et défendre les intérêts économiques de ses membres, sous le nom de "Les Epiciers Suprêmes des Cantons de l'Est Incorporés".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jean-Baptiste de Drummond, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

L. Bessette Compagnie Ltée
L. Bessette Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1949, incorporating: Léo Bessette, foreman, Isidore Ménard, joiner, and Téséphore Deschamps, mechanic, all of the town of Farnham, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on any industries that would increase the value of wood, iron and the various materials and metals, under the name of "L. Bessette Compagnie Ltée"—"L. Bessette Company Ltd.", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Le Repos du Voyageur Inc.
Traveler's Rest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Louis Dussault, advocate, of Sillery, Juliette Turcotte, secretary, of Giffard, and Pauline Boily, secretary of the city of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on business as hotelkeeper, rooming-house keeper, restaurant keeper and tobacconist, under the name of "Le Repos du Voyageur Inc."—"Traveler's Rest Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Les Epiciers Suprêmes des Cantons de l'Est
Incorporés

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph A. Fortin, J. Armand Dufresne and Ovila Pinard, all grocers, of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To protect, and defend the economic interests of its members, under the name of "Les Epiciers Suprêmes des Cantons de l'Est Incorporés".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Les Placements Montcalm Limitée
Montcalm Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt juin 1949, constituant en corporation: Aldérie Laurendeau, C.R., avocat, d'Outremont, Eileen P. Delaney, comptable agréée, fille majeure, et Réjeanne Robert, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement (holding and investment company) et, à ces fins, acheter ou autrement acquérir et détenir toutes sortes de biens mobiliers et immobiliers, sous le nom de "Les Placements Montcalm Limitée" — "Montcalm Investments Limited", avec un capital de \$300,000 divisé en 3,000 actions de \$100 chacune.

Le nombre des porteurs ou détenteurs d'actions de la compagnie n'excèdera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

L'Imprimerie Interrogation Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Lucien Léger, avocat, Hervé Forget, comptable public, et Alphonse Bégin, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce d'imprimerie en général, d'éditeur, de libraire et d'agent de publicité, sous le nom de "L'Imprimerie Interrogation Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

London Stamp & Stencil Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation Irwin Cohen, Jack Rudner, avocats, et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les industries et commerces comme fabricants et vendeurs d'étampes, sceaux, marqueurs, étiquettes de malles, insignes, panneaux-

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Les Placements Montcalm Limitée
Montcalm Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June, 1949, incorporating: Alderie Laurendeau, K.C., advocate, of Outremont, Eileen P. Delaney, chartered accountant, spinster, and Réjeanne Robert, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company and, for such purpose, to buy or otherwise acquire and hold all kinds of movable and immovable properties, under the name of "Les Placements Montcalm Limitée" — "Montcalm Investments Limited", with a capital stock of \$300,000 divided into 3,000 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will not exceed twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

L'Imprimerie Interrogation Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Lucien Léger, advocate, Hervé Forget, public accountant, and Alphonse Bégin, public accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of general printer, editor, stationer and publicity agent, under the name of "L'Imprimerie Interrogation Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

London Stamp & Stencil Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Irwin Cohen, Jack Rudner, advocates, and Celia Cohen, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trades and businesses of makers and vendors of stamps, seals, burning brands, baggage checks, badges, signs and like sundries,

réclames et articles divers semblables, sous le nom de "London Stamp & Stencil Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions, dont 2,000 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Model Auto Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Sam Berlin, marchand, Bernard S. Mergler et Louis Orenstein, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme négociants et distributeurs de toutes sortes d'automobiles, camions, autobus, aéroplanes, motocyclettes, véhicules-moteurs de toutes sortes et descriptions sous le nom de "Model Auto Sales Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 835 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Moris-7 Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1949, constituant en corporation: Wilfrid Morissette, manufacturier, Jean-Louis Ménard et Dominique Lussier, machinistes, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Fabriquer, usiner, assembler et réparer toutes machineries, machines, outils, outillages, instruments quelconques servant à la préparation et transformation du bois, plastique, textile, métal ou autres substances, sous le nom de "Moris-7 Manufacturing Company Limited".

Le capital total de la compagnie est divisé en 5,000 actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et en 3,750 actions privilégiées de \$20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$32,500.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

Motoculture Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1949, constituant en corporation:

under the name of "London Stamp & Stencil Company Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares, of which 2,000 shall be preferred shares having a par value of \$10 each, and 2,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Model Auto Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Sam Berlin, merchant, Bernard S. Mergler and Louis Orenstein, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as dealers and distributors of all kinds of automobiles, trucks, autobusses, aeroplanes, motorcycles, motor-vehicles and all kinds and descriptions, under the name of "Model Auto Sales Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 835 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Moris-7 Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1949, incorporating: Wilfrid Morissette, manufacturer, Jean Louis Ménard and Dominique Lussier, machinists, all of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture, make, assemble and repair all kinds of machinery, machines, tools, equipment and instruments whatsoever, used in the transformation and the preparation of wood, plastic, textiles, metal or other substances, under the name of "Moris-7 Manufacturing Company Limited".

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no par or nominal value, and into 3,750 preferred shares of \$20 each, and the amount with which the company will commence its operations will be not less than \$32,500.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Motoculture Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1949, incorporating: Lionel Pommiers,

Lionel Pommiers, rédacteur, Dame Claire Paré Pommiers, épouse séparée de biens de Lionel Pommiers, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Rose, et Pierre Allard, mécanicien, de Saint-Elzéar, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des instruments aratoires, machines agricoles, véhicules moteurs, moteurs, camions, autos, fournitures agricoles et accessoires, sous le nom de "Motoculture Laval Inc.", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boulevard Taschereau, Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Murdock Lumber Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1949, constituant en corporation: John Murdock, contracteur, des cité et district judiciaire de Québec, Paul Murdock et Craig Murdock, contracteurs, de la ville de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer toutes opérations forestières, sous le nom de "Murdock Lumber Co.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 365, rue Racine, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Nirvana Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Napoléon Dumas, industriel-manufacturier, de St-Romuald, district judiciaire de Québec, Jules Joyal, industriel, de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et Léonard Loiselle, industriel, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Manufacturer des médicaments brevetés et autres produits médicinaux de toutes sortes, le tout conformément aux dispositions de la loi des Pharmaciens de Québec, sous le nom de "Nirvana Compagnie Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 200 actions de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Papillon Leather Goods Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

editor, Dame Claire Paré Pommiers, wife separate as to property of Lionel Pommiers, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Sainte-Rose, and Pierre Allard, mechanic, of Saint Elzéar, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in farm implements, agricultural machinery, motor vehicles, motors, trucks, cars, agricultural supplies and accessories, under the name of "Motoculture Laval Inc.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be on Boulevard Taschereau, Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Murdock Lumber Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: John Murdock, contractor, of the city and judicial district of Quebec, Paul Murdock and Craig Murdock, contractors of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on all kinds of lumbering operations, under the name of "Murdock Lumber Co.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 365 Racine street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Nirvana Compagnie Limitée

* Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Napoléon Dumas, industrialist-manufacturer, of St-Romuald, judicial district of Quebec, Jules Joyal, industrialist, of Drummondville, judicial district of Arthabaska, and Léonard Loiselle, industrialist, of Saint John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To manufacture patent medicines and other medicinal products of all kinds, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Pharmacy Act, under the name of "Nirvana Compagnie Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 200 shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Papillon Leather Goods Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of

seize juin, 1949, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, avocats, et Annie McNamee, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cuir et produits textiles, sacoches, bourses, valises, gants, mitaines, ganterie, coiffures et vêtements pour dames, messieurs et enfants sous le nom de "Papillon Leather Goods Mfg. Co."

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; la compagnie commencera ses opérations avec la somme de \$8,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Paramount Automobile Limitée
Paramount Automobile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1949, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer et faire le commerce en général de toutes sortes de voitures automobiles, véhicules, engins de toutes sortes, appareils électriques, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant;

Opérer des garages sous le nom de "Paramount Automobile Limitée"—"Paramount Automobile Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions communes de \$10 chacune, et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Photographie L. Charpentier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Ludger Charpentier, homme d'affaires, Jacques Mongeau, gérant, et Jean Charpentier, voyageur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer le commerce, le métier, les affaires et les opérations de photographies, lithographie, héliographie, sous le nom de "Photographie L. Charpentier Limitée", avec un capital de \$99,000, divisé en 4,950 actions de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

June, 1949, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, advocates, and Annie McNamee, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in leather and textile ladies', men's and kiddies' hand bags, purses, luggage, gloves, mitts, hardware, head ware and clothes, under the name of "Papillon Leather Goods Mfg. Co."

The authorized capital of the company is to consist of 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each, and 1,000 common shares without nominal or par value; the company shall commence its operations with the sum of \$8,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Paramount Automobile Limitée
Paramount Automobile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1949, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair and deal generally in all kinds of motor vehicles, vehicles, engines of all kinds, electrical apparatus, as well as all parts spare parts, and pieces connected therewith;

To operate garages, under the name of "Paramount Automobile Limitée"—"Paramount Automobile Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each, and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Photographie L. Charpentier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Ludger Charpentier, business man, Jacques Mongeau, manager, and Jean Charpentier, traveller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business, trade, affairs and operations of photography, lithography, héliography, under the name of "Photographie L. Charpentier Limitée", with a capital stock of \$99,000, divided into 4,950 shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Provincial Refrigeration Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1949, constituant en corporation: Albert Chevalier, marchand, Mary Steiman et Phyllis Schwartz, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et machines de réfrigération mécanique, frigidaires, ainsi que de leurs accessoires et fournitures, sous le nom de "Provincial Refrigeration Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS.

Provincial Refrigeration Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1949, incorporating: Albert Chevalier, merchant, Mary Steiman and Phyllis Schwartz, secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in mechanical refrigeration appliances and machines, frigidaires, accessories and supplies, under the name of "Provincial Refrigeration Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Quebec Rokorol Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Jeannette Langevin, manufacturière, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Emond, et dûment autorisée par lui, Gérard Emond, gérant, et Clovis Archambault, gérant de crédit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire manufacturer, acheter, vendre, tous meubles de maison ou autres, sous le nom de "Quebec Rokorol Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

Quebec Rokorol Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Jeannette Langevin, manufacturer, wife separate as to property by marriage contract of Gérard Emond, and duly authorized by him, Gérard Emond, manager, and Clovis Archambault, credit manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or have manufactured, buy and sell all kinds of household or other furniture, under the name of "Quebec Rokorol Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Radio Red Diamond Taxi, Inc.,

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Georges Loubier, Josaphat Croteau, Eugène Gendron, Arthur Gaudette et Eudore Marcotte, propriétaires de taxi, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, et opérer des postes, kiosques et stations de taxis, autobus et autres véhicules-automobiles et tous autres moyens de transport, pour voyageurs ou marchandises, sous le nom de "Radio Red Diamond Taxi, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

Radio Red Diamond Taxi, Inc.,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Georges Loubier, Josaphat Croteau, Eugène Gendron, Arthur Gaudette and Eudore Marcotte, taxi owners, of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To buy, sell, lease and operate taxi-stands, posts and stations for autobuses and other motor vehicles and all other means of transportation for travellers or merchandize, under the name of "Radio Red Diamond Taxi, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Ratté Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Aurélien Ratté, rentier, Hector Ratté, employé d'usine, et Edgar Hevey, commis, tous de Saint-Simon-de-Drummond, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, tenir un magasin à rayons, sous le nom de "Ratté Limitée", avec un capital de \$45,000, divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Simon-de-Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Ratté Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Aurélien Ratté, annuitant, Hector Ratté, plant employee, and Edgar Hevey, clerk, all of Saint-Simon-de-Drummond, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the business of general merchant and operate a departmental store, under the name of "Ratté Limitée", with a capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Simon-de-Drummond, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Robert Milton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Robert Milton, manufacturier, Henry Rosenfeld, dessinateur, et Eileen Cohen, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes, costumes, manteaux et vêtements de sport pour dames et enfants et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes, sous le nom de "Robert Milton Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, chambre 1110, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Robert Milton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Robert Milton, manufacturer, Henry Rosenfeld, designer, and Eileen Cohen, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' and children's dresses, costumes, coats, sportswear and to manufacture women's apparel of any description whatsoever, under the name of "Robert Milton Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100 each, and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander St., Room 1110, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Rockhill Apartments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, et Imelda Langlois, commis, fille majeure, Pauline Leet, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquiescer ou autrement acquiescer et détenir et posséder des propriétés immobilières, sous le nom de "Rockhill Apartments Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 7,500 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Rockhill Apartments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, and Imelda Langlois, clerk, fille majeure, Pauline Leet, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold and own the immovable properties, under the name of "Rockhill Apartments Limited", with a capital stock of \$75,000 divided into 7,500 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Seven Up Montreal Limited

Seven Up Montreal Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Amy Jean Fitzgerald, Gwendolyn Marie MacFarlane, Lilian Viola Armstrong et Helen Elizabeth Ralph, toutes sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Amy Jean Fitzgerald, Gwendolyn Marie MacFarlane, Lilian Viola Armstrong and Helen Elizabeth Ralph, all stenographers, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce de liqueurs douces dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Seven Up Montreal Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

To carry on a soft drink business in all its branches, under the name of "Seven Up Montreal Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of the par value of \$1. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1949.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of June, 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Stanley Foisy Incorporée

Stanley Foisy Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1949, constituant en corporation: Horace Boutin, comptable, André Sabourin, avocat, et Hortense Sabourin, sténographe, fille majeure, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1949, incorporating: Horace Boutin, accountant, André Sabourin, advocate and Hortense Sabourin, stenographer, spinster, all of Saint John's judicial district of Iberville, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands de fer, ferronnerie et quincaillerie, sous le nom de "Stanley Foisy Incorporée", avec un capital de \$99,800, divisé en 24,800 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$50 chacune.

To carry on the business of iron, ironware and hardware merchants, under the name of "Stanley Foisy Incorporée", with a capital stock of 99,800, divided into 24,800 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juin 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Ste-Félicité Lumber Inc.

Ste-Félicité Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1949, constituant en corporation: G. Ovide Deschênes, Georges Otis, industriels, de Ste-Félicité, et Lucien Mercier, comptable agréé, de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1949, incorporating: G. Ovide Deschênes, Georges Otis, industrialists, of Ste-Félicité, and Lucien Mercier, chartered accountant, of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

Faire le commerce du bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Ste-Félicité Lumber Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To deal in lumber in all forms of same, under the name of "Ste-Félicité Lumber Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Félicité, district judiciaire de Rimouski.

The head office of the company will be at Ste-Félicité, judicial district of Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le trois juin 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Théâtre Saguenay, Port-Alfred, Inc.

Théâtre Saguenay, Port-Alfred, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1949, constituant en corporation: Hen-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: Henri Paul Lemay,

ri-Paul Lemay, avocat, Marcelle L. Frizzle et Ghislaine Gagné, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner des représentations théâtrales; des vues animées, sous le nom de "Théâtre Saguenay, Port-Alfred, Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

The Tremblant Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juin 1949, constituant en corporation: Kester Sylvester Lindsay, hôtelier, Ruth Burbank, épouse séparée de biens de Kester Sylvester Lindsay et dûment autorisée par lui, tous deux de Mont-Tremblant et Gaston Gibeault, avocat et conseil en loi du Roi, de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, développer, exploiter, vendre, louer ou disposer d'endroits de villégiature d'été et d'hiver, sous le nom de "The Tremblant Club Inc.", avec un capital de \$150,000 divisé en 1500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité de Mont-Tremblant, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453

L. DÉSILETS,

Tricot Somerset Inc. Somerset Knitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Jean Blais, Antoine Gobeil, avocats, et Denise Villeneuve, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Tricoter, filer, tisser, manufacturer, produire, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de laines, coton, chanvre, soies, lin, et toiles, sous le nom de "Tricot Somerset Inc."—"Somerset Knitting Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie devra être limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25453-o

L. DÉSILETS.

Valleyfield Canning Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article

advocate, Marcelle L. Frizzle and Ghislaine Gagné, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give theatrical performances and moving pictures, under the name of "Théâtre Saguenay, Port-Alfred, Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

The Tremblant Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: Kester Sylvester Lindsay, hotel owner, Ruth Burbank, wife separate as to property from Kester Sylvester Lindsay, and duly authorized by him, both of Mont-Tremblant, and Gaston Gibeault, advocate and King's Counsel, of the Town of Ste-Agathe-des-Monts, all in the Judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

To acquire, own, develop, operate, sell, lease or dispose of summer and winter resort, under the name of "The Tremblant Club Inc.", with a capital stock of \$150,000, divided into 1500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the Municipalité of Mont-Tremblant, in the Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453-o

Deputy Attorney General.

Tricot Somerset Inc. Somerset Knitting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Jean Blais, Antoine Gobeil, advocate, and Denise Villeneuve, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To knit, spin, weave, manufacture, produce, import, export, buy, sell and deal in wool, cotton, hemp, silk, flax and linen, under the name of "Tricot Somerset Inc."—"Somerset Knitting Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25453

Deputy Attorney General.

Valleyfield Canning Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1949, constituant en corporation: David McMeekin, sr., manufacturier, David McMeekin, jr., gérant, et Robert W. Willis, chauffeur, tous de la cité de Salaberry, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à préparer, traiter, mettre en conserve et en boîte aucune et toutes sortes de viandes, poissons, légumes, soupes, matzos, condiments et, en général, aucun et tous produits alimentaires kosher, sous le nom de "Valleyfield Canning Company Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 6,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Velva Craft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juin 1949, constituant en corporation: David Miller, Abe Reznick et Max Garfinkle, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de vêtements de sport pour dames, enfants, adolescents et hommes, sous le nom de "Velva Craft Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Verdun Industrial Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seize juin 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, William Patrick Creagh, commis en loi, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, comptables, Cecil Bruce Cooke, et John Lawrence McCrory, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, louer, détenir, arrenter administrer, vendre ou autrement aliéner ou faire le commerce des lieux connus comme étant le Verdun Industrial Building situé en la cité de Verdun, sous le nom de "Verdun Industrial Building Corporation".

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$14,500.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

ince of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1949, incorporating: David McMeekin, Sr., manufacturer, David McMeekin, jr., manager, and Robert W. Willis, driver, all of the city of Salaberry, in the judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business of preparing, processing, preserving and canning of any and all kinds of meats, fish, fruits, vegetables, soups, matzos, relishes and in general any and all kosher food products, under the name of "Valleyfield Canning Company Limited", with a capital stock of \$60,000 divided into 6,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry de Valleyfield, in the judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Velva Craft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: David Miller, Abe Reznick and Max Garfinkle, merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of traders of children's youths', men's and ladies' sportswear, under the name of "Velva Craft Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Verdun Industrial Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, William Patrick Creagh, law clerk, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, accountants, Cecil Bruce Cooke, and John Lawrence, McCrory, secretaries, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, lease, hold, let, manage, sell or otherwise alienate or deal with the premises known as the Verdun Industrial Building, located in the City of Verdun, under the name of "Verdun Industrial Building Corporation".

The authorized share capital of the company shall consist of 950 preferred shares of the par value of \$100. each, and 1,000 common shares without nominal or par value; the amount with which the company will carry on its business is \$14,500.

The head office of the Company will be at Verdun, in the Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Westmore Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, John Lawrence McCrory et Cecil Bruce Cooke, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus, garnitures et produits textiles de toutes sortes, sous le nom de "Westmore Fabrics Inc."

Le capital de la compagnie se composera de 400 actions sans valeur nominale ou au pair; pourvu, cependant, que lesdites 400 actions sans valeur nominale ou au pair soient émises par la compagnie de temps en temps pour telles considérations qui peuvent être fixées de temps en temps par le bureau de direction de la compagnie;

Le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

Wheeler Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Harry Lyon Aronovitch, avocat, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux pour des fins de construction, sous le nom de "Wheeler Construction Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

York Credit Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation: George Bastien, comptable, Yvon Charbonneau, vendeur, et Dame Gabrielle Bastien, épouse séparée de biens dudit George Bastien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements, marchandises sèches et tissus textiles, sous le nom de "York Credit Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Westmore Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, John Lawrence McCrory and Cecil Bruce Cooke, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics, trimmings and textile products of all kinds, under the name of "Westmore Fabrics Inc."

The capital stock of the company shall consist of 400 shares without nominal or par value; provided, however, that the said 400 shares without nominal or par value may be issued by the company from time to time for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company;

The amount with which the company will carry on its business is \$2,000.

The head office of the Company will be at the City of St. Hyacinthe, Judicial District of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Wheeler Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Samuel Chait, advocate, Harry Lyon Aronovitch, advocate, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction, under the name of "Wheeler Construction Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Town of Mount Royal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

York Credit Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: George Bastien, accountant, Yvon Charbonneau, salesman, and Dame Gabrielle Bastien, wife separate as to property from the said George Bastien, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers in clothing, dry goods and textile fabrics, under the name of "York Credit Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453-o Deputy Attorney General.

Zakaib Dry Goods Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation Lucienne Gagnon, comptable, fille majeure Flore-Annette Poirier, Jeanne Senay, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toute description pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Zakaib Dry Goods Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25453-o L. DÉSILETS.

Zakaib Dry Goods Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Lucienne Gagnon, accountant, spinster, Flore-Annette Poirier, Jeanne Senay, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's wearing apparel of every description, under the name of "Zakaib Dry Goods Limited", with a capital of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The amount of capital stock with which the company will commence operations is \$5,000.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25453 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Associated Finance Corporation

Associated Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 juin 1949, à la compagnie "Associated Finance Corporation", ratifiant son Règlement N° 12 réduisant son capital-actions de \$500,000 à \$225,000 par l'annulation de 1,750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Associated Finance Corporation", ratifying its by-law No. 12 reducing its capital stock from \$500,000 to \$225,000, by the cancellation of 1,750 common shares of a par value of \$100 each and 5,000 preferred shares of the par value of \$20 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

City Refrigeration Parts Ltd.

City Refrigeration Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 juin 1949, à la compagnie "City Refrigeration Service Ltd."—"Service de Réfrigération Urbain Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 février 1946, ratifiant son Règlement Spécial N° 3: a) changeant son nom en celui de "City Refrigeration Parts Ltd."; b) subdivisant les 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, constituant le capital-actions autorisé de ladite compagnie, en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; c) augmentant tel capital-actions autorisé de \$20,000 à \$100,000, par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune; d) étendant les pouvoirs de ladite compagnie.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of June, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "City Refrigeration Service Ltd."—"Service de Réfrigération Urbain Ltée", incorporated by letters patent bearing date the fourth day of February, 1946, ratifying its Special By-law No. 3: a) changing its name into that of "City Refrigeration Parts Ltd."; b) subdividing the 200 common shares of a par value of \$100 each, constituting the authorized capital stock of the said company, into 2,000 common shares of a par value of \$10 each; c) increasing the said authorized capital stock from \$20,000 to \$100,000, by the creation of 800 additional common shares of a par value of \$10 each; d) extending the powers of the said company.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Construction Lagacé Ltée
Lagacé Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 juin 1949, à la compagnie "Construction Lagacé Ltée"—"Lagacé Construction Ltd.", ratifiant son Règlement N° 3: a) subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, formant partie du capital-actions de la compagnie, en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; b) abrogeant les droits, privilèges, conditions, restrictions et limitations attachés aux actions privilégiées de la compagnie tels qu'énoncés dans ses lettres patentes originaires, et les remplaçant par ceux énoncés audit Règlement; c) abrogeant les restrictions au transfert des actions dans lesdites lettres patentes originaires de la compagnie et les remplaçant par celles énoncées audit Règlement N° 3, lesquelles s'appliqueront tant aux actions ordinaires qu'aux actions privilégiées de la compagnie; d) abrogeant les pouvoirs et objets de la compagnie, tels que décrits dans sesdites lettres patentes originaires, et les remplaçant et étendant par ceux énoncés dans ledit Règlement N° 3.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Elwood Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 juin 1949, à la compagnie "Elwood Realities Ltd.", modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454 L. DÉSILETS.

France-Couture (Canada) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 juin 1949, à la compagnie "France-Couture (Canada) Limitée", ratifiant son Règlement N° 23: a) subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, constituant le capital-actions autorisé de ladite compagnie, en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; b) augmentant tel capital-actions autorisé de \$20,000 à \$100,000 par la création de 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; c) énumérant les droits, privilèges et restrictions attachés auxdites actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Construction Lagacé Ltée
Lagacé Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Construction Lagacé Ltée"—"Lagacé Construction Ltd.", ratifying its By-law No. 3: a) subdividing its 200 common shares, of a par value of \$100 each, forming part of the capital stock of the company, into 2,000 common shares of a par value of \$10 each; b) repealing the rights, privileges, conditions, restrictions and limitations attaching to the preferred shares of the company, as set forth in its original letters patent, and replacing them by those set forth in the said By-law; c) repealing the restrictions regarding the transfer of shares in the said original letters patent of the company and replacing them by those set forth in said By-law No. 3, the same will apply both to the common shares as well as the preferred shares of the company; d) repealing the powers and purposes of the company, as described in said original letters patent, and replacing them, and extending them by those enumerated in said By-law No. 3.

Given at the office of the Attorney General this thirtieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Elwood Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Elwood Realities Ltd.", amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the 20th day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454-o Deputy Attorney General.

France-Couture (Canada) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "France-Couture (Canada) Limitée", ratifying its By-law No. 23: a) subdividing its 200 common shares of a par value of \$100 each, forming the authorized stock of the company, into 2,000 common shares of a par value of \$10 each; b) increasing the said authorized capital stock from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 800 preferred shares of a par value of \$100 each; c) enumerating the rights, privileges and restrictions attaching to the said shares.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Heft's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juin 1949, à la compagnie "Heft's Inc.", ratifiant un règlement: a) étendant les pouvoirs de ladite compagnie; b) augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$75,000 par la création de 300 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Heft's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Heft's Inc.", ratifying a by-law: a) extending the powers of the said company; b) increasing its capital stock from \$20,000 to \$75,000 by the creation of 300 additional common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

J. L. Boulanger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 juillet 1949, changeant le nom de la compagnie "Girard et Boulanger Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 avril 1946, en celui de "J. L. Boulanger Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

J. L. Boulanger Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Girard et Boulanger Limitée", incorporated by letters patent bearing date the 6th day of April, 1946, into that of "J. L. Boulanger Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juin 1949, à "La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée", ratifiant son Règlement N° 10 augmentant son capital-actions de \$45,000 à \$200,000 par la création de 3,100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée", ratifying its By-law No. 10 increasing its capital stock from \$45,000 to \$200,000 by the creation of 3,100 additional common shares of a par value of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Lac St-Jean Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 juin 1949, changeant le nom de la compagnie "Alma Automobile Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 avril 1949, en celui de "Lac St-Jean Automobile Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 28 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Lac St-Jean Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Alma Automobile Limitée", incorporated by letters patent bearing date the second day of April, 1949, into that of "Lac St-Jean Automobile Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Les Productions Renaissance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 juillet 1949, à la compagnie "Les Productions Renaissance Inc.", ratifiant

Les Productions Renaissance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eleventh day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Productions Renaissance Inc.", ratifying its

son règlement No XVII modifiant certaine disposition de ses lettres patentes originaires en rendant le dividende annuel de 5% attaché aux actions privilégiées de la compagnie cumulatif au lieu de non cumulatif.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Montreal Industrial Land Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juillet 1949, à la compagnie "Montreal Industrial Land Company Limited", ratifiant son règlement 20-C réduisant son capital-actions de \$811,300 à \$584,136, par la réduction de la valeur au pair de ses 32,452 actions autorisées de \$25 à \$18 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Mount Royal Property Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du six juillet 1949, à la compagnie "Mount Royal Property Corporation", ratifiant son règlement spécial "C" modifiant les lettres patentes originaires de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454 L. DÉSILETS.

Old Southern Colony Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 6 juillet 1949, changeant le nom de la compagnie "Old Southern Colony Chenilles Inc.", incorporée par lettres patentes en date du 24 avril 1945 sous le nom originaire de "Finestone Linen Supply Inc.", et par des lettres patentes supplémentaires en date du 8 août 1945 changeant le nom originaire de la compagnie en celui de "Converters Company Inc.", et par d'autres lettres patentes supplémentaires en date du 21 décembre 1945 changeant une fois de plus le nom de la compagnie au nom ci-dessus mentionnée de "Old Southern Colony Chenilles Inc.", en celui de "Old Southern Colony Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454 L. DÉSILETS.

Stanley Bagg Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 juin 1949, à la com-

By-law No. XVII amending a certain provision of its original letters patent by rendering the annual dividend of 5% attaching to the preferred shares of the company cumulative instead of non-cumulative.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Montreal Industrial Land Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montreal Industrial Land Company Limited", ratifying its By-law No. 20-C reducing its capital stock from \$811,300 to \$584,136, by the decrease in par value of its 32,452 authorized shares from \$25 to \$18 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Mount Royal Property Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of July, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), to the company "Mount Royal Property Corporation", ratifying its special by-law "C" modifying the original letters patent of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, the 6th day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25454-o Deputy Attorney General.

Old Southern Colony Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of July, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Old Southern Colony Chenilles Inc.", incorporated by letters patent dated April 24th, 1945, under the original name of "Finestone Linen Supply Inc.", and by supplementary letters patent dated August 8th, 1945, changing the said original name of the company to that of "Converters Company Inc.", and by further supplementary letters patent dated December 21st, 1945, changing once more the name of the company to the afore-mentioned name of "Old Southern Colony Chenilles Inc.", into that of "Old Southern Colony Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 6th day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25454-o Deputy Attorney General.

Stanley Bagg Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the com-

pany "Stanley Bagg Corporation", ratifiant son Règlement N° XX réduisant son capital de \$1,040,000 à \$390,000 en réduisant la valeur au pair des 26,000 actions ordinaires composant tel capital, de \$40 à \$15 par action.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Stanley Company Limited
Compagnie Stanley Limitée

pany "Stanley Bagg Corporation", ratifying its By-law No. XX reducing its capital from \$1,040,000 to \$390,000 by decreasing the par value of the 26,000 common shares forming the said capital, from \$40 to \$15 per share.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Stanley Company Limited
Compagnie Stanley Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juin 1949, à la compagnie "Hotel Saint-Maurice Limitée"—"St. Maurice Hotel Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mars 1935, ratifiant: 1° son Règlement N° 20 changeant son nom en celui de "Stanley Company Limited"—"Compagnie Stanley Limitée"; 2° son Règlement N° 21 subdivisant les 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, constituant le capital-actions autorisé de ladite compagnie, en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune, et augmentant tel capital-actions autorisé, tel que modifié, de \$45,000 à \$100,000 par la création de 1,100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50 chacune; 3° son Règlement N° 22 étendant ses pouvoirs; 4° son Règlement N° 23 changeant l'endroit du siège social de ladite compagnie de la cité des Trois-Rivières à la cité de Montréal dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Valleyfield Transit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 juin 1949, à la compagnie "La Traverse de Valleyfield—Côteau du Lac Limitée"—"Valleyfield—Côteau du Lac Ferry Limited", ratifiant son règlement spécial "A": 1° augmentant son capital par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions; 2° subdivisant ses 499 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 4,990 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et fixant certaines conditions pour le transfert desdites actions ordinaires; 3° augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq; 4° modifiant ses pouvoirs; 5° changeant le nom de ladite compagnie, constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mars 1926, en celui de "Valleyfield Transit Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 20 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25454-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hôtel Saint-Maurice Limitée"—"St. Maurice Hotel Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of March, 1935, ratifying: 1. its By-law No. 20 changing its name into that of "Stanley Company Limited"—"Compagnie Stanley Limitée"; 2. its By-law No. 21 subdividing the 450 common shares of a par value of \$100 each, forming the authorized capital stock of the said company, into 900 common shares of a par value of \$50 each, and increasing the said authorized capital, as amended, from \$45,000 to \$100,000 by the creation of 1,100 additional common shares of a par value of \$50 each; 3. its By-law No. 22 extending its powers; 4) its By-law No. 23 changing the location of its head office from the city of Trois-Rivières to the city of Montreal in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Valleyfield Transit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of June, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Traverse de Valleyfield—Côteau du Lac Limitée"—"Valleyfield—Côteau du Lac Ferry Limited", ratifying its special by-law "A": 1. increasing its capital by the creation of 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said shares; 2. subdividing its 499 common shares of a par value of \$100 each into 4,990 common shares of a par value of \$10 each, and fixing certain conditions for the transfer of the said common shares; 3. increasing the number of directors from three to five; 4. amending its powers; 5. changing the name of the said company, incorporated by letters patent bearing date the fourth day of March, 1926, into that of "Valleyfield Transit Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25454 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de St-François. En Cour Supérieure. N° 7454. Dame Lina Routhier, de la ville de Coaticook dans le

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis. In the Superior Court. No. 7454. Dame Lina Routhier, of the town of Coaticook, in the

district de Saint-François, épouse commune en biens de Arthur Maclure, du même lieu, demanderesse, vs ledit Arthur Maclure, de la ville de Coaticook, dans le district de St-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Coaticook, ce 27 juillet 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
25455-o SHURTLEFF & BOUCHARD.

district of St. Francis, wife common as to property of Arthur Maclure, of the same place, plaintiff, vs the said Arthur Maclure, of the town of Coaticook, in the district of St. Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Dated, Coaticook, July 27th, 1949.

SHURTLEFF & BOUCHARD,
25455-o Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 275061. Dame Afeefy Saykaly, demanderesse vs Elias Berberi, défendeur.

Dame Afeefy Saykaly, épouse de Elias Berberi, autrefois, de la cité de Montréal, mais maintenant à Syrie, Asie, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 26 juillet, 1949.

Les Procureurs pour la demanderesse,
25470-o POPLIGER & POPLIGER.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 275061. Dame Afeefy Saykaly, plaintiff, vs Elias Berberi, defendant.

Dame Afeefy Saykaly, wife of Elias Berberi, formerly of the City of Montreal, but presently in Syria, Asia, has instituted action in separation as to property against her said husband.

Montreal, July 26th, 1949.

POPLIGER & POPLIGER,
25470-o Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-RÉMI (COMTÉ DE NAPIERVILLE)

Avis public au sujet de l'érection en ville de la Municipalité du village de St-Rémi.

Avis est donné qu'à sa dernière séance tenue le quatrième jour de juillet 1949, le Conseil de la Municipalité du village de St-Rémi a décidé, par résolution, de demander au Lieutenant-gouverneur en Conseil, l'émission de lettres patentes enregistrant le territoire de la Municipalité du Village de St-Rémi, en Municipalité de ville, sous le nom de "Ville de St-Rémi", sous l'empire de la loi des Cités et Villes (Statuts Refondus de Québec et 1941, chap. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne.

Le chiffre actuel de la population du Village de St-Rémi, tel qu'établi par le recensement ordonné par ce Conseil est de deux mille cinquante-deux âmes (2052).

Donné au Village de St-Rémi, ce 14ième jour de juillet 1949.

Le Secrétaire-Trésorier de la
Municipalité du Village de St-Rémi,
25429-30-4-o JEAN BRASSARD.

CONGRESS IMPORT & NOVELTY INC.

Règlement N° 3 (a)

Un règlement pour diminuer le nombre des directeurs de quatre à trois.

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété que le règlement N° 3 (a) de la corporation soit modifié pour se lire comme suit: Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois (3) directeurs."

Copie conforme certifiée.

Le Président,
J. PEPPER.
Le Secrétaire,
Mme JACK PEPPER.
25464

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

VILLAGE MUNICIPALITY OF ST-RÉMI (COUNTY OF NAPIERVILLE)

Public notice in view of the erection into a Town of the Municipality of St-Rémi.

Notice is hereby given that at its last meeting held on July the 4th 1949, the Council of the Village Municipality of St-Rémi has decided, by resolution, to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the obtention of letters patent, erecting the territory of the Village Municipality of St-Rémi into a Town Municipality, under the provisions of the Act, regarding Cities and Towns (revised statutes of Quebec 1941, chap. 233).

The territory of the new Municipality will be the same as that of the former one.

The actual number of souls in the Village of St-Rémi, as established by a census made upon the order of the Council, is of two thousand and fifty-two (2,052).

Given at the Village of St-Rémi, this 14th day of July 1949.

JEAN BRASSARD,
Secretary-Treasurer of the Village
25429-30-4-o Municipality of St-Rémi.

CONGRESS IMPORT & NOVELTY INC.

By-law No. 3 (a)

By-law decreasing the number of directors from four to three.

"Be it enacted and it is hereby enacted that By-law No. 3 (a) of the corporation be amended to read as follows: The affairs of the Company shall be managed by a board of three (3) directors."

Certified to be true copy.

J. PEPPER,
President.
Mrs JACK PEPPER,
Secretary.
25464-o

EMILE LÉTOURNEAU LIMITÉE

Règlement N° 4

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à cinq de façon à ce qu'à l'avenir le bureau de direction de la compagnie soit composé de cinq directeurs."

Le Président,
25465-o ROBERT LETOURNEAU.

EMILE LÉTOURNEAU LIMITÉE

By-law No. 4

"That the number of directors of the company be increased from three to five so that for the future the board of directors of the company will consist of five members."

ROBERT LETOURNEAU,
25465 President.

DEBENTURE HOLDING CORPORATION LIMITED

Règlement spécial "C"

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

La distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre les actionnaires suivant leurs droits respectifs et conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires est, par les présentes autorisée.

Aucun deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés, pour et en faveur et au nom de la compagnie, à signer, exécuter et délivrer et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et exécuter ou voient à ce qu'ils soient faits et exécutés tous tels actes et choses tels qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer être nécessaires à l'exécution de ce règlement et à donner effet à la distribution de l'actif entre ses actionnaires conformément aux dispositions de ce règlement.

Certifiée copie conforme du règlement spécial "C" adopté par les directeurs de la compagnie "Debenture Holding Corporation Limited", à leur assemblée tenue le 10 juin 1949, et sanctionné, approuvé et ratifié unanimement par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

Montréal, P.Q., 10 juin 1949.

[Sceau]

25472

Le Secrétaire-trésorier,
F. H. LEMMERZ.

DEBENTURE HOLDING CORPORATION LIMITED

Special By-law "C"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The distribution of the assets of the company rateably amongst the shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the company by all the shareholders is hereby authorized.

2. Any two officers or directors of the company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the company, to sign, execute and deliver, and affix the seal of the company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform, or cause to be done and performed, all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of special By-law "C" adopted by the directors of "Debenture Holding Corporation Limited" at their meeting held on June 10th, 1949, and sanctioned, approved and confirmed unanimously by all the votes cast at the special general meeting of shareholders of said company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P.Q., June 10th, 1949.

[Seal]

25472-o

F. H. LEMMERZ,
Secretary-Treasurer.

QUEBEC WOMEN'S INSTITUTES INCORPORATED

Règlement spécial "B"

concernant une augmentation du nombre des directeurs de la corporation ci-dessus nommée de quatre à quarante.

"(b) — Bureau provincial — Les membres de l'exécutif avec ensemble les présidents de comté et les conseillers des départements provinciaux constitueront un bureau de direction provincial, pourvu que le nombre total des directeurs élus et ex-officio soit de 40 — quarante."

Copie conforme certifiée.

25479

JOY GUILD.

QUEBEC WOMEN'S INSTITUTES INCORPORATED

Special By-Law "B"

concerning an increase in the number of Directors of the above-named Corporation from four to forty.

"(b) — Provincial Board — The members of the Executive together with the County Presidents and Convenors of Provincial Departments shall constitute a Provincial Board of Directors, provided that the total number of directors both elected and ex officio shall be 40 — forty."

Certified a true copy.

25479-o

JOY GUILD.

Chartes — Abandon de

AVIS DE LA DEMANDE D'ABANDON
DE CHARTE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Eastern Chemicals, Limited" s'adressera au

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO
SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "Eastern Chemicals, Limited", will apply to the Attorney Gene-

Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, province de Québec, le 26 juillet 1949.

EASTERN CHEMICALS, LIMITED,

Par le Procureur de la compagnie requérante,

CLARENCE ROSENHEK.

10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal 1.

25466

ral for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 26th day of July, 1949.

EASTERN CHEMICALS, LIMITED,

Per CLARENCE ROSENHEK,

Solicitor for the Applicant Company.

10 St. James St., W.

Montreal 1.

25466-o

DEBENTURE HOLDING CORPORATION LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Debenture Holding Corporation Limited" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 30 juin 1949.

Le Secrétaire-trésorier,

F. H. LEMMERZ.

25473-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Highland Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinze mai 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier août 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux août 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

25474

La compagnie "Mirador Incorporée" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte. *

Montréal, 2 août 1949.

Le Procureur de la compagnie,

J. R. BOGANTE, C.R.

25480

Le Secrétaire,

OLGA HAICO.

DEBENTURE HOLDING CORPORATION LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, "Debenture Holding Corporation Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., June 30th, 1949.

F. H. LEMMERZ,

Secretary-Treasurer.

25473-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Highland Realities Limited", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of May, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of August, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

25474-o

"Mirador Incorporée" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter.

Montreal, August 2nd, 1949.

J. R. BOGANTE, K.C.,

Attorney for Company.

25480-o

OLGA HAICO,

Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 264-49.

Québec, le 27 juillet 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juillet, 1949, de détacher de la municipalité scolaire d'Ascot-Corner, dans le comté de Sherbrooke et d'annexer à celle de Lennoxville, dans le même comté, le territoire suivant, savoir:

Dans le canton d'Ascot, les lots suivants, tous inclusivement: 19 à 28 du rang III; 22 à 28 des rangs I et II. Dans le canton Eaton, les lots suivants, aussi inclusivement: 24 à 28 du rang VIII; 22 à 28 des rangs IX, X et XI, dans le canton Stoke, les lots suivants, tous inclusivement: 21 à 28 des rangs V et VI. Tous ces lots sont compris dans le comté municipal de Sherbrooke. Cette annexion s'appliquera pour les contribuables protestants seulement et prendra effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

par ANNA-MARIE GAUVIN,

Secrétaire particulière.

25471-o

Department of Education

No. 264-49.

Quebec, July 27, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 20th of July, 1949, to detach the following territory from the school municipality of Ascot-Corner, in the county of Sherbrooke and to annex it to that of Lennoxville, in the same county, to wit:

In the township of Ascot, the following lots, all inclusively: 19 to 28 of range III; 22 to 28 of ranges I and II. In the township of Eaton, the following lots, also inclusively: 24 to 28 of range VIII; 22 to 28 of ranges IX, X and XI. In the township of Stoke, the following lots, all inclusively: 21 to 28 of ranges V and VI. All these lots are comprised in the Municipal County of Sherbrooke. Such annexation will apply to

Protestant tax-payers only.

Superintendent of Education,

Par ANNA MARIE GAUVIN,

Private Secretary.

25471

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, Division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 552 et 553 sont ajoutés en vertu de l'article 7 chap. 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941.

Québec, le 15 juin 1949.

Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD.

25478-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, Registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 552 and 553 have been added in virtue of Article 7 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1941.

Quebec, June the 15th, 1949.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

25478-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 765 du 13 mai 1938, et amendements, relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency.

Le nouvel alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

"Le garage d'une entreprise de transport public par autobus ne fait pas partie non plus de la présente juridiction tant et aussi longtemps que ladite entreprise publique négocie et maintient en vigueur une convention collective de travail sous la Loi des relations ouvrières avec le Syndicat de ses employés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 6 août 1949.

25468-o

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 765 of May 13, 1938, and amendments, relating to the garage employees in the cities of Quebec and Levis and the counties of Quebec, Levis and Montmorency.

The following new paragraph will be added to subsection "a" of section II:

"The garage of a public bus transport concern is not comprised in the present jurisdiction so long as the said public concern bargains and maintains in force a collective labour agreement, in pursuance of the Labour Relations Act, with its employees' union."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, August 6, 1949.

25468-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1553 du 18 novembre 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret, pour fins d'application, comprendra la Cité de Québec et les municipalités situées sur la rive nord du fleuve Saint Laurent et comprises en tout ou en partie dans un rayon de dix milles des limites de la dite Cité de Québec."

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1553 of November 18, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. Section II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree, for purposes of enforcement, comprises the City of Quebec and the municipalities located on the North shore of the St. Lawrence River and included, in whole or part, in a radius of ten miles from the limits of the said City of Quebec."

2° L'article IV sera remplacé par le suivant:
 "IV. Salaires minima: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées:

1. Salaires horaires	Taux minima
Chauffeur de camion	\$ 0.65
Aide ou manœuvre	0.60
Chauffeur de remorques (floats)	0.70
Chauffeur ou opérateur de tracteurs munis de roues pneumatiques	0.70
2. Salaires hebdomadaires	
Chauffeur de camion engagé et payé à la semaine	\$31.00
Aide ou manœuvre engagé et payé à la semaine	29.00"

3° L'article XII sera remplacé par le suivant:
 "XII. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1950 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 6 août 1949.

25476-0

2. Section IV will be replaced by the following:
 "IV. Minimum wages: The following minimum wages shall be paid to the employees of the following categories:

1. Hourly rates	Minimum rates
Truck driver	\$ 0.65
Helper or labourer	0.60
Float driver	0.70
Rubber-wheels tractor driver or operator	0.70
2. Weekly wages	
Truck driver paid by the week	\$31.00
Driver's helper or labourer paid by the week	29.00"

3. Section XII will be replaced by the following
 "XII. Duration of the decree: The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in effect until April 30, 1950, inclusive. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party in writing, to the contrary, within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to January 1st of each year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Quebec, August 6, 1949.

25476-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la section "A" du décret numéro 972 du 30 juin 1948, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° L'article XVI sera radié.

2° Les dispositions suivantes seront ajoutées au paragraphe "a" de l'article XXII, section "A":

"Dispositions spéciales concernant les installations de brûleurs à l'huile.

Cet article s'applique aussi aux maîtres-ajusteurs et ajusteurs (fitters) tels que définis par le règlement 1908 du 14 mars 1949, de la cité de Montréal, amendement le règlement 1341.

Le travail d'électricité sera exécuté par des électriciens détenteurs d'une licence. Tout travail autre que celui d'électricité ou de tuyauterie comme, par exemple, le travail fait avec du béton, du ciment, de la brique, de la peinture et toute autre opération se rattachant à l'installation de brûleurs à l'huile peuvent être exécutés soit par un électricien, un mécanicien en tuyauterie ou un autre ouvrier qualifié détenteur d'une carte, d'une licence ou d'un permis de compagnon."

3° La catégorie suivante sera ajoutée à la fin du paragraphe "b" de l'article XXII, section "A":

"Electricien. \$1.35"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to part "A" of the decree number 972 of June 30, 1948, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. Section XVI will be deleted.

2. The following provisions will be added to subsection "a" of section XXII, part "A":

"Special provisions respecting oil burner installations.

This section also applies to Master fitters and fitters as defined by By-law 1908 of March 14th, 1949, of the city of Montreal amending By-law 1341.

"Electrical work will be done by licensed electricians, work other than electrical and pipe work such as concrete work, cement work, brick work, paint work and other work incidental to the installation of oil burner equipment may be done by either an electrician, pipe mechanics or other tradesmen holding a journeyman's competency card, license or permit."

3. The following category will be added at the end of subsection "b" of section XXII, part "A":

"Electrician. \$1.35"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 août 1949.

25475-o

Gazette, the Honourable Minister of Labour, will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 6, 1949.

25475-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les permis et certificat d'enregistrement de l'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, constituée en corporation par la loi 51-52 Victoria chapitre 74, expirés le 30 juin 1949, n'ont pas été renouvelés et qu'en conséquence l'enregistrement de ladite société est annulé, en conformité des dispositions de l'article 123 de la Loi des assurances, à compter du 1er juillet 1949.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 25 juillet 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

25431-30-2-o

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and certificate of registration of L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, incorporated by the act 51-52 Victoria chapter 74, expired on the 30th of June 1949, have not been renewed and that consequently the registration of the said society is cancelled, in accordance with the provisions of section 123 of the Quebec Insurance Act, as from the 1st of July 1949.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 25th of July 1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

25431-30-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la Société Provinciale d'Assurance Mutuelle—Provincial Mutual Insurance Society—constituée en corporation par la loi 13 George VI chapitre 125 et enregistrée sous le numéro 492 a obtenu les permis et certificat d'enregistrement numéro 3907 qui l'autorise, à compter du 26 juillet 1949, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurances suivants: Incendie, moyennant billets de dépôt, et accessoirement—choc de véhicule, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, émeute, explosion, fuite d'eau, fumée, grêle, ouragan, tremblement de terre.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 27 juillet 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

25452-30-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the Provincial Mutual Insurance Society—La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle—incorporated by the act 13 George VI Chapter 125 and registered under number 492 has obtained the license and certificate of registration number 3907 authorizing it, as from the 26th of July 1949, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, by means of deposit notes, and supplementary thereto—earthquake, explosion, falling aircraft, hail, impact by vehicle, riot, smoke, sprinkler, leakage, water leakage, windstorm.

The head office of the company is situate at Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 27th of July 1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

25452-30-2-o

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route Sainte-Odile-Sainte-Blandine

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Blandine, comté de Rimouski:

Une section de 2027 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 34-B, 35, 36 et 37; une section de 963 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 34-B, 33-A et 33-B.

Québec, le 19 juillet 1949.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

25467-o

Roads

NOTICE

The parts of roads hereinafter described will cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

Highway Sainte-Odile-Sainte-Blandine

In the municipality of the parish of Sainte-Blandine, county of Rimouski:

A section of 2027 feet, northwest of the new highway, on or facing lots Nos: 34-B, 35, 36 and 37; a section of 963 feet, northwest of the new highway, on or facing lots Nos. 34-B, 33-A and 33-B.

Quebec, July 19, 1949.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

25467

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Cliche	Vital	21	Beauce-Jonction ..	Séminaire de Québec.

Québec, le 29 juillet 1949 — Quebec, July 29, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

25481-31-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 mai 1949.

MM. Edgar Goudreau et Rosario Gagnon, tous deux marchands, de St-Georges de Windsor: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

MM. Eugène Potvin, secrétaire-inspecteur du Comité paritaire du commerce de Roberval, 241 Blvd St-Joseph, Roberval: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval, et Stephen Beauchemin, marchand, de Côteau-du-Lac, comté de Vaudreuil-Soulanges: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

M. Ernest Godbout, journalier et contribuable de Ste-Apolline, comté de Montmagny: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny.

Québec, 19 mai 1949.

M. Adélar-B. Comeau, gérant, de Farnham: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

MM. Maurice Salvas, comptable agréé, 468 rue Cherrier, H. R. McFayden, ("Assistant Production Manager") assistant-gérant de la production de la "Steel of Canada Co. Ltd.", 5481 rue Trans Island, tous deux de Montréal, Gérard Bellemare, contremaître, de la paroisse de Vaudreuil: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; J.-L. Gaul, marchand, de Cap-aux-Os, comté de Gaspé-Sud: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; J.-Emile Demers, de Charny: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Joseph Garneau, marchand, et Robert Fortier, commis et secrétaire municipal tous deux de St-Fortunat, comté de Wolfe: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, May 12, 1949.

Messrs. Edgar Goudreau and Rosario Gagnon, both merchants, of St-Georges de Windsor: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Messrs. Eugène Potvin, secretary-inspector for the Parity Committee of "Commerce de Roberval", 241 Blvd St-Joseph, Roberval: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval, and Stephen Beauchemin, merchant, of Côteau-du-Lac, county of Vaudreuil-Soulanges: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Ernest Godbout, laborer and taxpayer, of Ste-Apolline, county of Montmagny: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny.

Quebec, May 19, 1949.

Mr. Adélar B. Comeau, manager, of Farnham: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

Messrs. Maurice Salvas, chartered accountant, 468 Cherrier street, H. R. McFayden, Assistant Production Manager of "Steel of Canada Co. Ltd.", 5481 Trans Island street, both of Montreal; Gérard Bellemare, foreman, of the parish of Vaudreuil: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; J. L. Gaul, merchant, of Cap-aux-Os, county of Gaspé South: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; J. Emile Demers, of Charny: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Joseph Garneau, merchant, and Robert Fortier, clerk and municipal secretary, both of St-Fortunat, county of Wolfe: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

M. Glen Speers, du poste de la Hudson's Bay Company à Rupert House, Baie James: nommé, concurremment avec les autres personnes qui sont ou qui pourront dans la suite être nommées pour les territoires d'Abitibi, d'Ashuanipi, de Mistassini et du Nouveau-Québec, juge de paix ayant les pouvoirs de deux juges de paix, tel que prévu aux articles 22 et 27 de la Loi de la division territoriale, chapitre 3 des Statuts refondus de Québec, 1941, et 360 de la Loi des tribunaux judiciaires, chapitre 15 des Statuts refondus de Québec, 1941.

MM. Gérard Deblois, agent d'assurances, 38 rue Alfred, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Paul-E. Beauchemin, assistant-directeur du personnel chez Ayerst, McKenna & Harrison, 204 rue Selby, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Léger Normand, de St-Eugène, comté de l'Islet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny; Roma Blain, gérant des ventes chez Atlas Bedding, 792 rue Irène, Montréal, Léonard Charbonneau, 3272 Blvd Gouin est, Montréal Nord, comté de Laval: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et Jean-Paul Francœur, comptable agréé, 344 rue O'Shea, St-Jérôme, comté de Terrebonne: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15.)

Québec, 24 mai 1949.

MM. Joseph-Henri Vallée, surintendant des ventes pour la province de Québec à la Cie Sherwin-Williams Co. of Canada Ltd., 285 rue Jacques-Cartier, St-Jean, comté d'Iberville, et Jean Larivière, expéditeur, 5037 rue Ste-Clothilde, Montréal: juges de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 8 juin 1949.

MM. Cyrille Lepage, fils, de Cap St-Martin, Damien Paquette, de canton Bélanger, et Léonard Bédard, du village de St-Elzéar, tous du comté de Laval: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.

MM. A.-H. Daoust, ajusteur d'assurances, 535 rue St-Rémi, Lucien Diotte, 6525 rue DeNormanville, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Jos. Veilleux, de St-Emile d'Auclair, comté de Kamouraska: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Eugène Bengle, gérant des ventes à la Cie Remington Rand Ltd., 27 rue Wellington sud, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, et Laurier Prescott, journalier, de Val-des-Bois, comté de Papineau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

MM. Stanley Cavanagh, comptable et maire, Paul Laurin et Jean Desforges, marchands, tous

Mr. Glen Speers, of the Hudson's Bay Company Post at Rupert House, James Bay: appointed, concurrently with others who are or who may hereafter be appointed, for the territories of Abitibi, Ashuanipi, Mistassini and New Quebec, a Justice of the Peace having the powers of two justices of the peace, as set forth in sections 22 and 27 of the Territorial Division Act, chapter 3 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and 360 of the Courts of Justice Act, chapter 15 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Messrs. Gérard Deblois, insurance agent, 38 Alfred street, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Paul E. Beauchemin, assistant personal manager at Ayerst, McKenna & Harrison, 204 Selby street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Léger Normand, of St-Eugène, county of L'Islet: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny; Roma Blain, sales manager at the Atlas Bedding, 792 Irène street, Montreal, Léonard Charbonneau, 3272 Blvd Gouin East, Montreal-North, county of Laval: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, and Jean Paul Francœur, chartered accountant, 344 O'Shea street, St-Jérôme, county of Terrebonne: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 24, 1949.

Messrs. Joseph Henri Vallée, sales superintendent for the Province of Quebec for the Sherwin-Williams Co. of Canada Ltd., 285 Jacques-Cartier street, St. John's county of Iberville, and Jean Larivière, shipper, 5037 Ste-Clothilde street, Montreal: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec June 8, 1949.

Messrs. Cyrille Lepage, jr., of Cap St-Martin, Damien Paquette, of the township Bélanger, and Léonard Bédard, of the village of St-Elzéar, all of the county of Laval: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

Messrs. A. H. Daoust, insurance adjuster, 535 St-Rémi street, Lucien Diotte, 6525 DeNormanville street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Jos. Veilleux, of St-Emile d'Auclair, county of Kamouraska: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Eugène Bengle, sales manager for the Remington Rand Co. Ltd., 27 Wellington street South, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, and Laurier Prescott, laborer, of Val-des-Bois, county of Papineau: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Stanley Cavanagh, accountant and mayor, Paul Laurin and Jean Desforges, mer-

trois de Grenville, comté d'Argenteuil: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne.

Québec, 15 juin 1949.

Monsieur Gaétan-Achille Charbonneau, payeur particulier à la division du remplissage de la Canadian Arsenals Limited, à St-Paul l'Ermite: juge de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

MM. J.-M. Prud'homme et Major E. Belle, E. D., tous deux de Ste-Rose, comté de Laval, Edmond Dubois, comptable, 2025 rue Aylwin, Montréal, Paul Lachapelle, 3299 rue Monselet, Montréal-Nord, Arthur Landriault, greffier de la Cour du Recorder d'Outremont, et Georges Bernier, assistant-greffier de la même Cour, tous deux d'Outremont: juges de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 23 juin 1949.

M. Anaclet Arguin, de St-Romain, comté de Frontenac: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

M. Benoît Dussault, de Beauceville-est: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce.

M. Donat-Diomède Désilets, de Rouyn: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda.

MM. Paul-Émile Bolduc, inspecteur de la Royal Liverpool Insurance, 93 rue St-Pierre, Léopold Thibaudeau, 133 rue des Franciscains, Amédée Delisle, 13 rue Franklin, tous deux inspecteurs du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, André Racine, conciliateur, 21 rue de Mazenod, tous quatre de Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la Province de Québec; Irénée St-Laurent, inspecteur du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Bedford, de St-Hyacinthe, de Richelieu et d'Arthabaska; Engelbert Riopel, gérant "Banque Canadienne Nationale", de St-Côme, comté de Joliette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; et Gédéon Bienvenue, instructeur et inspecteur de soudure, 276 rue St-Rémi, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 29 juin 1949.

MM. Fernand Boisseau, secrétaire du Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal, 5821, 2^{ème} avenue, Rosemont, Montréal, et Roland Fillion, du même comité, 13 Montée Sanche, Rosemère: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Armand Martel, 528 rue Principale, Farnham, Lucien Cantin, 120 rue Alexandre, et Normand Doyon, 119 rue Conseil, ces deux derniers de Sherbrooke,

chants, all three of Grenville, county of Argenteuil: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne.

Quebec, June 15, 1949.

Mr. Gaétan Achille Charbonneau, special paymaster for the filling department (division du remplissage) of the Canadian Arsenals Limited, at St-Paul l'Ermite: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. J. M. Prud'homme et Major E. Belle, D. E., both of Ste-Rose, county of Laval, Edmond Dubois, accountant, 2025 Aylwyn street, Montreal, Paul Lachapelle, 3299 Monselet street, Montreal-North, Arthur Landriault, clerk of the Recorder's Court of Outremont, and Georges Bernier, deputy clerk of the same Court, both of Outremont: to be Justices of the Peace, for the purposes of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 23, 1949.

Mr. Anaclet Arguin, of St-Romain, county of Frontenac: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Mr. Benoît Dussault, of Beauceville est: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rome.

Mr. Donat Diomède Désilets, of Rouyn: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda.

Messrs. Paul Emile Bolduc, inspector for the Royal Liverpool Insurance, 93 St. Peter street, Léopold Thibaudeau, 133 des Franciscains street, Amédée Delisle, 13 Franklin street, both inspectors for the Joint Committee of the Building Trade of Quebec, André Racine, conciliator, 21 de Mazenod street, all four of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Irénée St-Laurent, inspector for the Joint Committee of Barbers and Hairdressers for the jurisdiction of St-Hyacinthe: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Bedford, St-Hyacinthe, Richelieu and Arthabaska; Engelbert Riopel, manager "Banque Canadienne Nationale", of St-Côme, county of Joliette: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette, and Gédéon Bienvenue, welding instructor and inspector, 276 St-Rémi street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 29, 1949.

Messrs. Fernand Boisseau, secretary of the Parity Committee of the Retail Fur Trade of Montreal, 5821, 2nd avenue, Rosemount, Montreal, and Roland Fillion, of the same Committee, 13 Montée Sanche, Rosemère: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Armand Martel, 528 Principale street, Farnham, Lucien Cantin, 120 Alexandre street and Normand Doyon, 119 Conseil street

tous trois inspecteurs du Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est: juges de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de St-François, de Bedford, d'Arthabaska et de Beauce: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 7 juillet 1949.

M. Josaphat Grondin, cultivateur, de St-Hubert de Spaulding, comté de Frontenac: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce.

MM. Lt.-Col. S. E. Moore, R.C.O.C., commandant des magasins militaires pour la région militaire de Québec, 390 avenue Prince Albert, Westmount, juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Sylva Goneau, agent d'assurance, 447 rue St-Georges, Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Paul St-Denis, agent d'assurance, de St-Sauveur: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Paul-Emile Chartier, employé civique, 6254 rue Beaulieu et Fernand Cartier, comptable, 3242 rue Allard, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 12 juillet 1949.

M. Rosaire Paquin, shérif du comté de Richelieu: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Richelieu.

M. Georges-Paul Francœur, marchand, de Sweetsburg: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

MM. Brice Champagne, 5669 rue Hutchison, Montréal, J.-Henri-E. Raby, 15 rue St-Eustache, St-Eustache, Frederic C. Manley, 2 rue St-Denis, Québec, tous trois enquêteurs à la Commission des pensions de vieillesse: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Adélard Soucy, enquêteur à la Commission des pensions de vieillesse, des Capucins, comté de Matane: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Joseph Desjardins, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Hector Letellier, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Philémon, comté de Bellechasse: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny; Jean-Alexandre Perreault, comptable, 2 Blvd Barrette, Joliette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, et Maurice Fournier, de Ste-Germaine, comté de Dorchester: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

25469-o

these two latter of Sherbrooke, all three inspectors for the Joint Committee of the Building Trade for the district of the Eastern Townships: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of St. Francis, Bedford, Arthabaska and Beauce: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, July 7, 1949.

Mr. Josaphat Grondin, farmer, of St-Hubert de Spaulding, county of Frontenac: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce.

Messrs. the Lieut.-Col. S. E. Moore, R.C.O.C. commanding officer of Military Stores for the Military District of Quebec, 390 Prince Albert avenue, Westmount: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Sylva Goneau, insurance agent, 447 St-Georges street, Trois-Rivières; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Paul St-Denis, insurance agent, of St-Sauveur: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Paul Emile Chartier, civic employee, 6254 Beaulieu street, and Fernand Cartier, accountant, 3242 Allard street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, July 12, 1949.

Mr. Rosaire Paquin, sheriff for the county of Richelieu: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu.

Mr. Georges-Paul Francœur, merchant, of Sweetsburg: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

Messrs. Brice Champagne, 5669 Hutchison street, Montreal, J. Henri E. Raby, 15 St-Eustache street, St-Eustache, Frederic C. Manley, 2 St-Denis street, Quebec, all three investigators on the Old Age Pensions Commission: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Adélard Soucy, investigator on the Old Age Pensions Commission, of Capucins, county of Matane: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Joseph Desjardins, investigator on the Old Age Pensions Commission, of St-Gabriel de Brandon, county of Berthier: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Hector Letellier, investigator on the Old Age Pensions Commission; of St-Philémon, county of Bellechasse: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny; Jean Alexandre Perreault, accountant, 2 Blvd Barrette, Joliette: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette, and Maurice Fournier, of Ste-Germaine, county of Dorchester: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

25469

Sièges sociaux

Head Offices

DELEMOR BUILDING LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Delemor Building Limited", une compagnie constituée en corporations par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du quinze juin 1949, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 1004, Montréal.

J. R. LEMIRE.

O. FORTIER LIMITÉE

Avis du changement d'adresse du bureau principal de la compagnie

Avis est donné que la compagnie "O. Fortier Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 octobre 1945, et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 5206, 6ième avenue Rosemont, l'a transporté au N° 10,212, de la rue Lajeunesse.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22 juillet 1949.

(Sceau)

25457-o

Le Secrétaire,
ARMAND DAGENAIS.

Canada, Province de Québec,
District d'Arthabaska

TRICOT SOMMERSET INC.
SOMERSET KNITTING INC.

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Tricot Somerset Inc.—Somerset Knitting Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises en date du quinzième jour de juin 1949, a établi son bureau et principale place d'affaires à Plessisville, district d'Arthabaska.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Plessisville, P.Q., 7 juillet 1949.

(Sceau)

25458-o

Le Secrétaire,
MAURICE BOULANGER.

Province de Québec

VILLE DE DUPARQUET
(COMTÉ D'ABITIBI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures p.m., lundi le 22 août 1949, pour l'achat de \$100,000 d'obligations de la ville de Duparquet, comté d'Abitibi, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par

DELEMOR BUILDING LIMITED

Notice is hereby given that "Delemor Building Limited," company incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act, on the fifteenth day of June 1949, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 132 St. James Street West, Montreal, room 1004.

25456-o

J. R. LEMIRE.

O. FORTIER LIMITÉE

Notice of the change in the address of the Head Office

Notice is hereby given that the "O. Fortier Limitée", company incorporated by letters patent, on the 11th day of October, 1945, and having its head office in the City and District of Montreal, where its office was situated up to to-day, at No. 5206, 6th avenue, Rosemont, has moved it to No. 10,212 Lajeunesse St.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of July 1949.

(Seal)

25457-o

ARMAND DAGENAIS,
Secretary.

Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

TRICOT SOMERSET INC.
SOMERSET KNITTING INC.

Notice is hereby given that the company "Tricot Somerset Inc.—Somerset Knitting Inc.", incorporated by letters patent issued under date the fifteenth day of June, 1949, has established its office and principal place of business at Plessisville, district of Arthabaska.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Plessisville, P.Q., this 7th day of July, 1949.

(Seal)

25458

MAURICE BOULANGER,
Secretary.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF DUPARQUET
(COUNTY OF ABITIBI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 4 o'clock P.M., Monday, the 22nd day of August, 1949, for the purchase of \$100,000 of bonds of the Town of Duparquet, county of Abitibi, dated the 1st of July, 1949, and redeemable serially

séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$100,000—15 ans

Année	Capital
1er juillet 1950	\$2,500.00
1er juillet 1951	2,500.00
1er juillet 1952	2,500.00
1er juillet 1953	2,500.00
1er juillet 1954	2,500.00
1er juillet 1955	2,500.00
1er juillet 1956	2,500.00
1er juillet 1957	2,500.00
1er juillet 1958	2,500.00
1er juillet 1959	2,500.00
1er juillet 1960	2,500.00
1er juillet 1961	2,500.00
1er juillet 1962	2,500.00
1er juillet 1963	2,500.00
1er juillet 1964	65,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec d'une banque à charte.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 22 août 1949 à 4 heures p.m. à l'Hôtel de Ville du Duparquet.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duparquet, comté d'Abitibi, ce 27ème jour de juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-M. HÉBERT.

25459-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE
SALABERRY DE VALLEYFIELD

(COMTÉ DE BEAUHARNOIS)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, mardi, le 23 août 1949, à l'Hôtel-de-Ville, à Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'achat de \$180,000.- d'obligations de la Municipalité Scolaire de la Cité de Salaberry de Valleyfield, datées du 1er août 1949 et remboursables en séries du 1er août 1950 au 1er août 1969 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½%. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. L'intérêt est payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

from the 1st of July, 1950, to the 1st of July, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$100,000—15 years

Year	Capital
1st July 1950	\$2,500.00
1st July 1951	2,500.00
1st July 1952	2,500.00
1st July 1953	2,500.00
1st July 1954	2,500.00
1st July 1955	2,500.00
1st July 1956	2,500.00
1st July 1957	2,500.00
1st July 1958	2,500.00
1st July 1959	2,500.00
1st July 1960	2,500.00
1st July 1961	2,500.00
1st July 1962	2,500.00
1st July 1963	2,500.00
1st July 1964	65,000.00

Capital and interest will be payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

* Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 22nd of August, 1949, at 4 o'clock in the afternoon, at the Town Hall of Duparquet.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Duparquet, county of Abitibi, this 27th day of July, 1949.

J. M. HÉBERT,
Secretary-Treasurer.

25459

Province of Quebec

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE CITY OF
SALABERRY DE VALLEYFIELD

(COUNTY OF BEAUHARNOIS)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the 23rd day of August, 1949, at the City Hall, at Valleyfield, county of Beauharnois, for the purchase of \$180,000 of bonds of the school municipality of the city of Salaberry de Valleyfield, dated the 1st of August, 1949, and redeemable serially from the 1st of August, 1950 to the 1st of August, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½%. The interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually the 1st of August and 1st of February of each year. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$180,000.00—20 ans

Année	Capital
1er août 1950	x\$13,000.00
1er août 1951	x 13,500.00
1er août 1952	x 14,000.00
1er août 1953	x 14,500.00
1er août 1954	x 15,000.00
1er août 1955	x 16,000.00
1er août 1956	5,500.00
1er août 1957	5,500.00
1er août 1958	5,500.00
1er août 1959	6,000.00
1er août 1960	6,000.00
1er août 1961	6,500.00
1er août 1962	6,500.00
1er août 1963	7,000.00
1er août 1964	7,000.00
1er août 1965	7,500.00
1er août 1966	7,500.00
1er août 1967	7,500.00
1er août 1968	8,000.00
1er août 1969	8,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$66,000.00 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en six versements de \$11,000.00 chacun, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables aux banques dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Valleyfield.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'Écoles pour la Cité de Salaberry de Valleyfield qui sera tenue mardi, le 23 août 1949 à huit heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, à l'Hôtel-de-Ville, à Valleyfield.

Les commissaires d'écoles de la Cité de Salaberry de Valleyfield se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Valleyfield, comté de Beauharnois, ce vingtième jour de juillet mil neuf cent quarante neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-D.-S. TREMBLAY.

25461-o

Table of Redemption—\$80,000.00—20 years

Year	Capital
1st August, 1950	x\$13,000.00
1st August, 1951	x 13,500.00
1st August, 1952	x 14,000.00
1st August, 1953	x 14,500.00
1st August, 1954	x 15,000.00
1st August, 1955	x 16,000.00
1st August, 1956	5,500.00
1st August, 1957	5,500.00
1st August, 1958	5,500.00
1st August, 1959	6,000.00
1st August, 1960	6,000.00
1st August, 1961	6,500.00
1st August, 1962	6,500.00
1st August, 1963	7,000.00
1st August, 1964	7,000.00
1st August, 1965	7,500.00
1st August, 1966	7,500.00
1st August, 1967	7,500.00
1st August, 1968	8,000.00
1st August, 1969	8,000.00

The letter "X" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$66,000 given by the Provincial Secretary and payable in six instalments of \$11,000 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the banks mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Valleyfield.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption of partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the City of Salaberry de Valleyfield, to be held on Tuesday, the 23rd of August, 1949, at eight o'clock in the evening, in the office of the undersigned, at the City Hall of Valleyfield.

The School Commissioners of the City of Salaberry de Valleyfield do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Valleyfield, county of Beauharnois, this twentieth day of July, one thousand nine hundred and forty-nine.

J. D. S. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

25461

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE L'ASSOMPTION
Comté de L'Assomption

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF L'ASSOMPTION
(County of L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, mercredi le 24 août 1949, pour l'achat de \$140,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la Ville de L'Assomption, datées du 1er septembre 1949 et remboursables par séries du 1er septembre 1950 au 1er septembre 1964 à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. L'intérêt offert peut-être le

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Wednesday, the 24th day of August, 1949, for the purchase of \$140,000 of bonds of the municipal corporation of the Town of L'Assomption, dated the 1st of September, 1949, and redeemable serially from the 1st of September, 1950, to the 1st of September, 1964, at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The interest offered may

même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$140,000.00 — 15 ans — Table of Redemption — \$140,000.00 — 15 years

Année	Capital
1 septembre 1950	\$1,000.00
1 septembre 1951	1,000.00
1 septembre 1952	1,500.00
1 septembre 1953	1,500.00
1 septembre 1954	1,500.00
1 septembre 1955	1,500.00
1 septembre 1956	2,000.00
1 septembre 1957	2,000.00
1 septembre 1958	2,000.00
1 septembre 1959	6,000.00
1 septembre 1960	6,000.00
1 septembre 1961	6,000.00
1 septembre 1962	6,000.00
1 septembre 1963	6,000.00
1 septembre 1964	96,000.00

Year	Capital
1st September, 1950	\$1,000.00
1st September, 1951	1,000.00
1st September, 1952	1,500.00
1st September, 1953	1,500.00
1st September, 1954	1,500.00
1st September, 1955	1,500.00
1st September, 1956	2,000.00
1st September, 1957	2,000.00
1st September, 1958	2,000.00
1st September, 1959	6,000.00
1st September, 1960	6,000.00
1st September, 1961	6,000.00
1st September, 1962	6,000.00
1st September, 1963	6,000.00
1st September, 1964	96,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à L'Assomption.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or L'Assomption.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, in virtue of the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 24 août 1949, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de L'Assomption.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 24th of August, 1949, at eight o'clock in the evening, in the Municipal Hall of L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

L'Assomption, Comté L'Assomption, ce 5 août 1949.

L'Assomption, county of L'Assomption, this 5th day of August, 1949.

(Sceau)

(Seal)

Le Secrétaire-trésorier,
CHRISTIAN ROY.

CHRISTIAN ROY,
Secretary-Treasurer.

25460-o

25460

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE SHERBROOKE

CITY OF SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Tenders for Bonds

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures p.m., lundi, le 22 août 1949, pour l'achat de \$300,000. d'obligations de la Cité de Sherbrooke, émises sous l'autorité de son règlement N° 690, qui décrète un emprunt au montant total de \$800,000, datées du 1er août 1949 et remboursables par séries du 1er août 1950 au 1er août 1964 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission entière ou varier selon les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders marked: "Tender for Bonds" shall be received by the undersigned until 5 p.m., Monday, August 22nd, 1949, for the purchase of City of Sherbrooke bonds amounting to \$300,000. issued under authority of By-Law No. 690, which authorizes a loan for a total amount of \$800,000, dated August 1st, 1949 and redeemable serially from August 1st, 1950 to August 1st, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the first day of February and August, each year. The rate of interest offered may be the same for the entire issue or vary according to maturities. The table of maturities is as follows:

Année	Montant
1er août 1950	\$ 17,000.00
1er août 1951	6,500.00
1er août 1952	6,500.00

Year	Amount
August 1st 1950	\$ 17,000.00
August 1st 1951	6,500.00
August 1st 1952	6,500.00

1er août 1953	7,000.00
1er août 1954	7,000.00
1er août 1955	7,500.00
1er août 1956	7,500.00
1er août 1957	7,500.00
1er août 1958	8,000.00
1er août 1959	8,000.00
1er août 1960	8,500.00
1er août 1961	8,500.00
1er août 1962	9,000.00
1er août 1963	9,000.00
1er août 1964	182,500.00

August 1st 1953	7,000.00
August 1st 1954	7,000.00
August 1st 1955	7,500.00
August 1st 1956	7,500.00
August 1st 1957	7,500.00
August 1st 1958	8,000.00
August 1st 1959	8,000.00
August 1st 1960	8,500.00
August 1st 1961	8,500.00
August 1st 1962	9,000.00
August 1st 1963	9,000.00
August 1st 1964	182,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à Sherbrooke, Montréal ou Québec, au choix du détenteur.

Ces obligations pouront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés;

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations, au moment de leur livraison.

La livraison des titres aura lieu dans les trois semaines suivant l'adjudication.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil Municipal qui sera tenue le 22 août 1949, à 5 heures p.m. dans la salle des délibérations du Conseil.

Le Conseil Municipal de la Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, le 2 août 1949.

Le Greffier,
ANT. DESLAURIERS.

25483-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE
ST-GRÉGOIRE-DE-GREENLAY
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées Soumissions pour obligations seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 25 août 1949, pour l'achat de \$47,000 d'obligations de la commission scolaire du village de St-Grégoire-de-Greenlay, datées du 1er juin 1949, et remboursables par séries du 1er juin 1950 au 1er juin 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$47,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1950	x\$13,500.00
1er juin 1951	x 10,000.00
1er juin 1952	x 10,000.00
1er juin 1953	500.00
1er juin 1954	500.00
1er juin 1955	500.00
1er juin 1956	500.00
1er juin 1957	500.00
1er juin 1958	500.00
1er juin 1959	500.00
1er juin 1960	1,000.00

Capital and interest are payable at Sherbrooke, Montreal or Quebec at the holder's option.

These bonds may, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation in whole or in part, at pair, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds, when delivered.

The delivery of titles will be made within three weeks following the acceptance of the tender.

Tenders shall be opened and considered at a Special Meeting of the Municipal Council which will be held on August 22nd, 1949, at 5 p.m., in the Council Room;

The Municipal Council of the City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sherbrooke, this 2nd day of August, 1949.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

25483-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF ST-GRÉGOIRE DE GREENLAY
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m., on Thursday, the 25th day of August, 1949, for the purchase of \$47,000 of bonds of the School Commission of the Village of St-Grégoire-de-Greenlay, dated the 1st of June, 1949, and redeemable serially from the 1st of June, 1950 to the 1st of June, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$47,000 — 20 years

Year	Capital
1st June 1950	x\$13,500.00
1st June 1951	x 10,000.00
1st June 1952	x 10,000.00
1st June 1953	500.00
1st June 1954	500.00
1st June 1955	500.00
1st June 1956	500.00
1st June 1957	500.00
1st June 1958	500.00
1st June 1959	500.00
1st June 1960	1,000.00

1er juin 1961	1,000.00
1er juin 1962	1,000.00
1er juin 1963	1,000.00
1er juin 1964	1,000.00
1er juin 1965	1,000.00
1er juin 1966	1,000.00
1er juin 1967	1,000.00
1er juin 1968	1,000.00
1er juin 1969	1,000.00

1st June 1961	1,000.00
1st June 1962	1,000.00
1st June 1963	1,000.00
1st June 1964	1,000.00
1st June 1965	1,000.00
1st June 1966	1,000.00
1st June 1967	1,000.00
1st June 1968	1,000.00
1st June 1969	1,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$34,102.50 accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de \$14,102.50 et deux versements de \$10,000.00 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Windsor Mills.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts redonfus de Québec 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue le 25 août 1949, à 8 heures p.m. au lieu ordinaire des séances à St-Grégoire-de-Greenlay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Grégoire-de-Greenlay, comté de Richmond, ce 23ème jour de juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD LABRECQUE.

25462-o

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$34,102.50 from the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$14,102.50 and two instalments of \$10,000 each will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Windsor Mills.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the commissioners to be held on the 25th of August, 1949, at 8 o'clock p.m. in the usual meeting place, at St-Grégoire-de-Greenlay.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Grégoire-de-Greenlay, county of Richmond, this 23rd day of July, 1949.

GÉRARD LABRECQUE,
Secretary-Treasurer.

25462

VILLE DE KÉNOGAMI

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 hrs de l'après-midi, lundi le 22 août 1949 pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la ville de Kénogami, datées du 1 juillet 1949, et remboursables en séries du 1 juillet 1950, au 1 juillet 1969 inclusivement. Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3½%, payable semi-annuellement, les 1 juillet et 1 janvier de chaque année. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou pourra varier suivant les échéances.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1950	\$3,500.00
1951	3,500.00
1952	3,500.00
1953	3,500.00
1954	3,500.00
1955	3,500.00
1956	3,500.00
1957	3,500.00
1958	3,500.00
1959	3,500.00
1960	3,500.00
1961	3,500.00
1962	3,500.00
1963	3,500.00

TOWN OF KÉNOGAMI

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock P.M., Monday the 22nd day of August, 1949, for the purchase of \$70,000 of bonds of the Town of Kénogami, dated the 1st of July, 1949 and redeemable serially from the 1st of July, 1950, to the 1st of July 1969, inclusively. Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3½%, payable semi-annually the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Year	Capital
1950	\$3,500.00
1951	3,500.00
1952	3,500.00
1953	3,500.00
1954	3,500.00
1955	3,500.00
1956	3,500.00
1957	3,500.00
1958	3,500.00
1959	3,500.00
1960	3,500.00
1961	3,500.00
1962	3,500.00
1963	3,500.00

1964	3,500.00
1965	3,500.00
1966	3,500.00
1967	3,500.00
1968	3,500.00
1969	3,500.00

1964	3,500.00
1965	3,500.00
1966	3,500.00
1967	3,500.00
1968	3,500.00
1969	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec, ou Kénogami.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil municipal qui sera tenue à 8 hrs P.M., lundi le 22 août 1949, à l'hôtel de ville de Kénogami.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kénogami, ce 17 juin 1949.

25463-o Le Greffier,
R. COULOMBE'

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Kénogami.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1½% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the municipal council to be held at 8 o'clock P.M., Monday, the 22nd day of August, 1949, at the Town Hall of Kénogami.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Kénogami, this 17th day of June, 1949.

25463 R. COULOMBE,
Clerk.

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures p.m., lundi, le 22 août 1949, pour l'achat de \$700,000. d'obligations de la Cité de Sherbrooke, émises sous l'autorité de son règlement N° 700, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement le 1er juillet et le 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission entière ou varier selon les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Montant
1er juillet 1950	\$26,000.00
1er juillet 1951	27,000.00
1er juillet 1952	27,500.00
1er juillet 1953	28,500.00
1er juillet 1954	29,500.00
1er juillet 1955	30,000.00
1er juillet 1956	31,000.00
1er juillet 1957	32,000.00
1er juillet 1958	33,000.00
1er juillet 1959	34,000.00
1er juillet 1960	35,000.00
1er juillet 1961	36,000.00
1er juillet 1962	37,000.00
1er juillet 1963	38,500.00
1er juillet 1964	39,500.00
1er juillet 1965	40,500.00
1er juillet 1966	42,000.00
1er juillet 1967	43,000.00
1er juillet 1968	44,500.00
1er juillet 1969	45,500.00

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders marked: "Tender for Bonds" shall be received by the undersigned until 5 p.m., Monday, August 22nd, 1949, for the purchase of City of Sherbrooke bonds amounting to \$700,000. issued under authority of By-Law No. 700, dated July 1st, 1949 and redeemable serially from July 1st 1950 to July 1st 1969 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the first day of July and January, each year. The rate of interest offered may be the same for the entire issue or vary according to maturities. The table of maturities is as follows:

Year	Amount
July 1st 1950	\$26,000.00
July 1st 1951	27,000.00
July 1st 1952	27,500.00
July 1st 1953	28,500.00
July 1st 1954	29,500.00
July 1st 1955	30,000.00
July 1st 1956	31,000.00
July 1st 1957	32,000.00
July 1st 1958	33,000.00
July 1st 1959	34,000.00
July 1st 1960	35,000.00
July 1st 1961	36,000.00
July 1st 1962	37,000.00
July 1st 1963	38,500.00
July 1st 1964	39,500.00
July 1st 1965	40,500.00
July 1st 1966	42,000.00
July 1st 1967	43,000.00
July 1st 1968	44,500.00
July 1st 1969	45,500.00

La capital et les intérêts sont payables à Sherbrooke, Montréal, ou Québec, au choix du détenteur.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations, au moment de leur livraison.

La livraison des titres aura lieu dans les trois semaines suivant l'adjudication.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil Municipal qui sera tenue le 22 août 1949, à 5 heures p.m., dans la salle des délibérations du Conseil.

Le Conseil Municipal de la Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, le 2 août 1959.

Le Greffier,
ANT. DESLAURIERS.

25484-o

Capital and interest are payable at Sherbrooke, Montreal or Quebec at the holder's option.

These bonds may, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds, when delivered.

The delivery of titles will be made within three weeks following the acceptance of the tender.

Tenders shall be opened and considered at a Special Meeting of the Municipal Council which will be held on August 22nd 1949, at 5 p.m., in the Council Room.

The Municipal Council of the City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sherbrooke, this 2nd day of August, 1949.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

25484-o

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE SAINT-MICHEL
Comté Laval

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville Saint-Michel, MARDI (23) le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juillet 1949 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF SAINT-MICHEL
Laval County

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on TUESDAY (23) the TWENTY-THIRD day of AUGUST nineteen hundred and forty-nine (1949) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 22nd 1949 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
James Hogan & Margaret Mitchell, son épouse-his wife.	364.....	827, 828.
Humphrey Forest.	364.....	1070, 1071.
La Corporation du Collège de l'Assomption	365.....	242, 243, 244.
Joseph Lefebvre	365.....	357.
Léon Spénard	446.....	481.
Alfred Roy.	474.....	3, 4.

Les immeubles susdits sont tous cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce (25) vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-neuf (1949).

(Vraie copie).

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER.

25435-30-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet and situated in the Town of Saint-Michel.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given, at the Town of Saint-Michel, this (25th) twenty-fifth day of July, nineteen hundred and forty-nine (1949).

(True copy)

[Seal]

A. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

25435-30-2-o

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
Comté de Laval

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, en l'Hôtel de Ville, de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 5 juillet 1949, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Georges V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
County of Laval

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the council, at the Town-Hall of the town of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, nineteen hundred and forty-nine (1949), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated July 5th, 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Bilodeau, Charles	109	276.
Bream, Louise, veuve de-widow of Adolphe Hatto	177	522, 523.
Couillard, F.	181	330.
Chockol, Mike et-and Mary Simon.	184	326.
D'Anjou, Annette, épouse de-wife of Emile Forté & Al.	177	560, 561.
Déry, Hector, Georges E., Gaston, Fabiola Déry, veuve de-widow of Henri A. Desrosiers, Raymond Déry, épouse de-wife of Randall M. Inness.	211	670, 857.
Dubrûle, Ovide.	121	213.
Gagné, Elmire.	206	319, 320.
Lachance, Parmélie, épouse de-wife of Georges Arthur Lapointe	184	279.
Lajeunesse, Maurice & Al.	232	5.
Lecours, Alice, veuve de-widow of Alphonse Lepage.	227	151, 153.
Lachapelle, René.	199	10.
Maheu, Raymond.	202	397, 398.
Maynard, Elmire	211	972.
McKee, Carnavilla, épouse de-wife of J. Albert Merryfield	206	70.
Price, Rachel, veuve de-widow of Marcus Pim	206	904, 905.
Reed, Rolande, épouse de-wife of Ernest Archambault, Paul, Jeannette, et-and Willie Reed.	228	344, 347, 348, 349, 351, 353.
Starkey, Benjamin S.	202	138.
Tardif, Cyprien.	28	21, 22, 23.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-neuf.

[Sceau] Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. TRUDEAU.
25434-30-2-o

The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this twenty-fifth day of July, nineteen hundred and forty-nine.

[Seal] PAUL-A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.
25434-30-2-o

Province de Québec

VILLE MONTRÉAL-NORD
COMTÉ LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessus désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de ville de Montréal-Nord, MERCREDI (24) le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-NORTH
COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal North, on WEDNESDAY (24) the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, Nineteen hundred and forty-nine (1949) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal

les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juillet 1949 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, Chapitre 33, Section 3.

and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 22nd, 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the innoveables under the authority of article 550, of Cities' and Towns' Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Hans Zimmer.....	48.....	7-1.
Alice Golding, épouse de-wife of Samuel Assaly.....	50.....	473, 474, 475, 476.
	Avec bât. dessus construite—With building thereon erected.	
Marie-Anne Gouin, épouse de-wife of Jean Paradis ..	50.....	1276, 1277.
Révérend Ls-Philippe Choquette.....	61.....	35, 36.
Louis-A. Lauzon.....	62.....	102.
Harry Petrides.....	77.....	10, 13
	79.....	677, 680.
Peter Cornelus Spek & Ernest Wm Neilson	86.....	36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43
	90.....	204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211.
Peter Cornelus Spek & Ernest Wm Neilson	86.....	44, 45, 46
	90.....	212, 213, 214.
Peter Cornelus Spek & Ernest Wm Neilson	90.....	197, 198, 199, 200, 201, 202, 203.
	Avec bât. dessus construite—With building thereon erected.	
Adélard Ricard	90.....	582, 583, 584.
	Avec bât. dessus construite—With building thereon erected.	
Joseph Paquin.....	97.....	25, 26, 27, 28, 29, 30.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la ville Montréal-Nord, ce (25) vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-neuf (1949).

(Seal).

(Vraie copie).

Le Secrétaire-trésorier,
A.-E. CHEVRIER.

25433-30-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this (25th) twenty-fifth day of July, Nineteen hundred and Forty-Nine (1949).

(Seal).

(True copy).

A.-E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

25433-30-2-o

Province de Québec, Comté de Vaudreuil

VILLE DE L'ÎLE CADIEUX

Avis public est par les présentes donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère à la chambre 726, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, MARDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT, 1949, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Nelson W. Howard, Cadastre 1780, Subdivision 262.

L'immeuble susdit est du cadastre de la paroisse de St. Michel de Vaudreuil, et est situé dans la Ville de l'Île Cadieux.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeubles.

Donné en la Ville de Montréal, ce vingtième jour de juillet, 1949.

Le Secrétaire-Trésorier,
G. D. McKAY.

25428-30-2-o

Province of Quebec, County of Vaudreuil

TOWN OF ÎLE CADIEUX

Public notice is hereby given that the property hereinafter described will be sold by public auction at Room 726, 132 St. James Street West, in Montreal, TUESDAY the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes plus interest thereon and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nelson W. Howard, Cadastral 1780, Subdivision 262.

The above immoveable is in the plan and book of reference of the Parish of St. Michel de Vaudreuil and is situated in the Town of Ile Cadieux.

The said sale will be made with all the active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said property.

Given at the City of Montreal, this 20th day of July, 1949.

G. D. McKAY,
Secretary-treasurer.

25428-30-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } **EDWIN C. LAMONT,**
N° 272302 } demandeur, vs **DONALD I. McALPINE,** défendeur.

"Cet emplacement ayant front sur la 41e avenue, cité de Lachine, connu et désigné comme étant la subdivision N° neuf (9) du lot originaire N° cent cinquante-deux (152) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant 110 pieds de largeur en front et 62 pieds de largeur en arrière par une profondeur de 112 33/100 pieds dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées comprenant celle portant le numéro civique 378 (autrefois 56) de ladite 41e avenue et un garage, tel que le tout se trouve présentement avec tous les droits, membres et appartenances y attachés, sans exception ou réserve."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 2 août 1949. 25482-31-2
[Première insertion: 6 août 1949]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec

District de } **HILL-CLARK - FRANCIS**
Rouyn-Noranda. } **LIMITED,** demanderes-
N° 1850. } se, vs **FREDERICK H. RO-**
BIN, défendeur, et **A. CHENIER & A. FIL-**
TEAU, Mis-en-cause.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

Le lot portant le numéro cent quatre-vingt-deux (182) du bloc quarante-et-un (41) des plan et livre de renvoi officiel du canton de Rouyn, avec bâtisse dessus construite circonstances et dépendances";

pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Michel Archange de Rouyn, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE**, à 2.00 hrs de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, P.Q. le 25 juillet 1949. 25477-31-2-o
[Première insertion: 6 août 1949]

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LAND** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: } **EDWIN C. LAMONT,**
No. 272302 } plaintiff; vs **DONALD I. McALPINE,** defendant.

"That emplacement fronting on 41st Avenue, City of Lachine, known and designated as being subdivision No. nine (9) of original lot No. one hundred and fifty-two (152) upon the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, measuring 110 feet in width in front and 62 feet in width in rear by a depth of 112 33/100 feet in its south westerly line, English measure more or less, with all the buildings thereon erected including that bearing Civic No. 378 (formerly 56) of the said 41st Avenue, and a garage, as the whole now is with all the rights, members and appurtenances thereto attached, without any exception or reserve."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 8th day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 2nd 1949. 25482-31-2-o
[First insertion: August 6, 1949]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec

District of } **HILL-CLARK - FRANCIS**
Rouyn-Noranda. } **LIMITED,** Plaintiff, vs
No. 1850. } **FREDERICK H. ROBIN,**
Defendant, and **A. CHENIER & A. FILTEAU,**
Mis-en-cause.

Seized as belonging to the said defendant:

"Lot number one hundred and eighty-two (182) of Block forty-one (41) of the plan and book of reference of Rouyn Township, with the building thereon erected, circumstances and dependencies;

to be sold at the church door of the Parish of St-Michel Archange of Rouyn, the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER**, 1949, at 2.00 o'clock in the after-noon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rouyn, P.Q., July 25th, 1949. 25477-31-2-o
[First insertion: August 6, 1949]

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 31

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Routhier vs Maclure 1865
Saykaly vs Berberi. 1866

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1837

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1837

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 31

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Routhier vs Maclure 1865
Saykaly vs Berberi. 1866

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1837

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

1837

AVIS DIVERS:

Congress Import & Novelty Inc. (Directeurs).....	1866
Debenture Holding Corporation Limited (Distribution de l'actif).....	1867
Émile Létourneau Limitée (Directeurs).....	1867
Quebec Women's Institutes Incorporated (Directeurs).....	1867
St-Rémi, village de (Obtention de lettres patentes).....	1866

CHARTES — ABANDON DE:

Debenture Holding Corporation Limited.....	1868
Eastern Chemicals, Limited.....	1867
Highland Realities Limited.....	1868
Mirador Incorporée.....	1868

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ascot-Corner, munic. scolaire de.....	1869
---------------------------------------	------

TERRES ET FORÊTS:

St-Vincent-de-Paul, paroisse de.....	1869
--------------------------------------	------

TRAVAIL:

Employés de garage dans les cités de Québec, Lévis <i>et al</i> (Modification).....	1869
Industrie du camionnage dans la région de Québec (Modification).....	1869
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification).....	1870

TRÉSOR:

Assurances:

La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — Provincial Mutual Insurance Society.....	1871
L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec.....	1871

VOIRIE:

Ste-Blandine, paroisse de.....	1871
--------------------------------	------

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit.....	1873
-----------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Adina Industries Ltd.....	1838
Atlantic Agencies Limited — Agence Atlantique Limitée.....	1839
Bookman Realty Co. Ltd.....	1839
Boulangerie Royal Bakery, Incorporée.....	1839
Canadian-Italian Businessmen's Association, Inc.....	1840
Charles Cadieux & Fils Inc.....	1840
Colonial Whitewear Manufacturing Limited.....	1841
Comité de la Salle Paroissiale de St-Bernard, Dorchester, P. Q.....	1841
Commercial Woodwork Ltd.....	1841
Compagnie de Construction Modernaire Ltée — Modernaire Construction Company Ltd.....	1842
Cosmos Inc.....	1842
Côte des Neiges Furniture Co. Ltd.....	1843
C. P. I. Homes Inc. (Montreal).....	1843
Crescent Candy Mfg. Ltd.....	1843

MISCELLANEOUS NOTICES:

Congress Import & Novelty Inc. (Directors).....	1866
Debenture Holding Corporation Limited (Distribution of the assets).....	1867
Émile Létourneau Limitée (Directors).....	1867
Quebec Women's Institutes Incorporated (Directors).....	1867
St-Rémi, village of (Application for letters patent).....	1866

CHARTERS — SURRENDER OF:

Debenture Holding Corporation Limited.....	1868
Eastern Chemicals, Limited.....	1867
Highland Realities Limited.....	1868
Mirador Incorporée.....	1868

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Ascot-Corner, school munic. of.....	1869
-------------------------------------	------

LANDS AND FORESTS:

St-Vincent-de-Paul, parish of.....	1869
------------------------------------	------

LABOUR:

Garage employees in the cities of Québec, Lévis <i>et al</i> (Amendment).....	1869
Cartage industry in the district of Québec (Amendment).....	1869
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)...	1870

TREASURY:

Insurance:

La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — Provincial Mutual Insurance Society.....	1871
L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec.....	1871

ROADS:

Ste-Blandine, parish of.....	1871
------------------------------	------

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law.....	1872
---------------------------	------

LETTERS PATENT:

Adina Industries Ltd.....	1838
Atlantic Agencies Limited — Agence Atlantique Limitée.....	1839
Bookman Realty Co. Ltd.....	1839
Boulangerie Royal Bakery, Incorporée.....	1839
Canadian-Italian Businessmen's Association, Inc.....	1840
Charles Cadieux & Fils Inc.....	1840
Colonial Whitewear Manufacturing Limited.....	1841
Comité de la Salle Paroissiale de St-Bernard, Dorchester, P. Q.....	1841
Commercial Woodwork Ltd.....	1841
Compagnie de Construction Modernaire Ltée — Modernaire Construction Company Ltd.....	1842
Cosmos Inc.....	1842
Côte des Neiges Furniture Co. Ltd.....	1843
C. P. I. Homes Inc. (Montreal).....	1843
Crescent Candy Mfg. Ltd.....	1843

Debonair Lingerie Inc.	1844	Debonair Lingerie Inc.	1844
Delemor Building Limited	1844	Delemor Building Limited	1844
Dinah Lily Caplan Social Service Group	1844	Dinah Lily Caplan Social Service Group	1844
Duguay Frères Ltée — (Duguay Bros Ltd.)	1845	Duguay Frères Ltée — (Duguay Bros Ltd.)	1845
Elite Leather Goods Company	1845	Elite Leather Goods Company	1845
Garinther Associates Company, Limited	1846	Garinther Associates Company, Limited	1846
Geo. H. Roberge & Fils Inc.	1846	Geo. H. Roberge & Fils Inc.	1846
Hall of Fame Clothes Ltd.	1846	Hall of Fame Clothes Ltd.	1846
Harold's Produce Ltd.	1847	Harold's Produce Ltd.	1847
Honoré Petit & Fils, Co. Ltée.	1847	Honoré Petit & Fils, Co. Ltée.	1847
Jean Langelier Ltée	1847	Jean Langelier Ltée	1847
Jenel Converters Inc.	1848	Jenel Converters Inc.	1848
Jos. U. Gervais Ltée	1848	Jos. U. Gervais Ltée	1848
Jubilee Pants & Sportswear Inc.	1849	Jubilee Pants & Sportswear Inc.	1849
Lake View Club	1849	Lake View Club	1849
La Ligue des Locataires du "Grand Drummondville"	1849	La Ligue des Locataires du "Grand Drummondville"	1849
L. Bessette Compagnie Ltée — L. Bessette Company Ltd.	1850	L. Bessette Compagnie Ltée — L. Bessette Company Ltd.	1850
Le Repos du Voyageur Inc. — Traveler's Rest Inc.	1850	Le Repos du Voyageur Inc. — Traveler's Rest Inc.	1850
Les Épiciers Suprêmes des Cantons de l'Est Incorporés	1850	Les Épiciers Suprêmes des Cantons de l'Est Incorporés	1850
Les Placements Montcalm Limitée — Montcalm Investments Limited	1851	Les Placements Montcalm Limitée — Montcalm Investments Limited	1851
L'Imprimerie Interrogation Incorporée	1851	L'Imprimerie Interrogation Incorporée	1851
London Stamp & Stencil Company Limited	1851	London Stamp & Stencil Company Limited	1851
Model Auto Sales Limited	1852	Model Auto Sales Limited	1852
Moris-7 Manufacturing Company Limited	1852	Moris-7 Manufacturing Company Limited	1852
Motoculture Laval Inc.	1852	Motoculture Laval Inc.	1852
Murdock Lumber Co.	1853	Murdock Lumber Co.	1853
Nirvana Compagnie Limitée	1853	Nirvana Compagnie Limitée	1853
Papillon Leather Goods Mfg. Co.	1853	Papillon Leather Goods Mfg. Co.	1853
Paramount Automobile Limitée — Paramount Automobile Limited.	1854	Paramount Automobile Limitée — Paramount Automobile Limited.	1854
Photographie L. Charpentier Limitée	1854	Photographie L. Charpentier Limitée	1854
Provincial Refrigeration Co.	1855	Provincial Refrigeration Co.	1855
Quebec Rokorol Limited.	1855	Quebec Rokorol Limited.	1855
Radio Red Diamond Taxi, Inc.	1855	Radio Red Diamond Taxi, Inc.	1855
Ratté Limitée	1856	Ratté Limitée	1856
Robert Milton Inc.	1856	Robert Milton Inc.	1856
Rockhill Apartments Limited.	1856	Rockhill Apartments Limited.	1856
Seven Up Montreal Limited.	1857	Seven Up Montreal Limited.	1857
Stanley Foisy Incorporée	1857	Stanley Foisy Incorporée	1857
Ste-Félicité Lumber Inc.	1857	Ste-Félicité Lumber Inc.	1857
Théâtre Saguenay, Port-Alfred, Inc.	1857	Théâtre Saguenay, Port-Alfred, Inc.	1857
The Tremblant Club Inc.	1858	The Tremblant Club Inc.	1858
Tricot Somerset Inc. — Somerset Knitting Inc.	1858	Tricot Somerset Inc. — Somerset Knitting Inc.	1858
Valleyfield Canning Company Limited	1858	Valleyfield Canning Company Limited	1858
Velva Craf Ltd.	1859	Velva Craf Ltd.	1859
Verdun Industrial Building Corporation	1859	Verdun Industrial Building Corporation	1859
Westmore Fabrics Inc.	1860	Westmore Fabrics Inc.	1860
Wheeler Construction Ltd.	1860	Wheeler Construction Ltd.	1860
York Credit Ltd.	1860	York Credit Ltd.	1860
Zakaib Dry Goods Limited.	1861	Zakaib Dry Goods Limited	1861

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Associated Finance Corporation	1861
City Refrigeration Parts Ltd.	1861
Construction Lagacé Ltée — Lagacé Construction Ltd.	1862
Elwood Realities Ltd.	1862
France-Couture (Canada) Limitée	1862
Heft's Inc.	1863
J. L. Boulanger Limitée	1863
La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée.	1863
Lac St-Jean Automobile Limitée.	1863
Les Productions Renaissance Inc.	1863
Montreal Industrial Land Company Limited.	1864
Mount Royal Property Corporation	1864
Old Southern Colony Inc.	1864

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Associated Finance Corporation	1861
City Refrigeration Parts Ltd.	1861
Construction Lagacé Ltée — Lagacé Construction Ltd.	1862
Elwood Realities Ltd.	1862
France-Couture (Canada) Limitée	1862
Heft's Inc.	1863
J. L. Boulanger Limitée	1863
La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée.	1863
Lac St-Jean Automobile Limitée.	1863
Les Productions Renaissance Inc.	1863
Montreal Industrial Land Company Limited.	1864
Mount Royal Property Corporation.	1864
Old Southern Colony Inc.	1864

Stanley Bagg Corporation.	1864	Stanley Bagg Corporation.	1864
Stanley Company Limited — Compa-		Stanley Company Limited — Compa-	
gnie Stanley Limitée.	1865	gnie Stanley Limitée.	1865
Valleyfield Transit Inc..	1865	Valleyfield Transit Inc..	1865

NOMINATIONS:

Diverses.	1872
-------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Delemor Building Limited.	1876
O. Fortier Limitée.	1876
Tricot Somerset Inc. — Somerset	
Knitting Inc..	1876

SOUSSIONS:

Duparquet, ville de.	1876
Kénogami, ville de.	1881
L'Assomption, ville de.	1878
Salaberry-de-Valleyfield, munic. scolaire	
de la cité de.	1877
Sherbrooke, cité de.	1879
Sherbrooke, cité de.	1882
St-Grégoire-de-Greenlay, commission	
scolaire de.	1880

VENTES POUR TAXES:

Ile Cadieux, ville de.	1885
Montréal-Nord, ville de.	1884
Pointe-aux-Trembles, ville de.	1884
Saint-Michel, ville de.	1883

VENTES PAR SHÉRIFS:

MONTREAL:

Lamont vs McAlpine.	1886
-----------------------------	------

ROUYN-NORANDA:

Hill-Clark-Francis Limited vs Robin. .	1886
--	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	1872
------------------------	------

HEAD OFFICES:

Delemor Building Limited.	1876
O. Fortier Limitée.	1876
Tricot Somerset Inc. — Somerset	
Knitting Inc..	1876

TENDERS:

Duparquet, town of.	1876
Kénogami, town of.	1881
L'Assomption, town of.	1878
Salaberry-de-Valleyfield, School Munic.	
of the City of.	1877
Sherbrooke, city of.	1879
Sherbrooke, city of.	1882
St-Grégoire-de-Greenlay, School Com-	
mission of.	1880

SALES FOR TAXES:

Ile Cadieux, town of.	1885
Montreal-North, town of.	1884
Pointe-aux-Trembles, town of.	1884
Saint-Michel, town of.	1883

SHERIFFS' SALES:

MONTREAL:

Lamont vs McAlpine.	1886
-----------------------------	------

ROUYN-NORANDA:

Hill-Clark-Francis Limited vs Robin. .	1886
--	------

25485-o

25485-o

